

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Thèse de Doctorat

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

LE CHÈQUE POSTAL

A. LINÉE

JURY

Président : M. GIDE.

Assesseurs : MM. SOUCHON.

RIST.

Soutenance : Samedi 7 Juin, à 4 h. 1/2.



BRIVE

IMPRIMERIE ROCHE

27, avenue de la Gare

1919

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Thèse de Doctorat

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

LE CHÈQUE POSTAL

A. LINÉE

JURY

Président : M. GIDE.

Assesseurs : MM. SOUCHON.

RIST.



Soutenance : Samedi 7 Juin, à 4 h. 1/2.



BRIVE

IMPRIMERIE ROCHE

27, avenue de la Gare

1919

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

*La mention ci-dessus doit être imprimée au verso
du titre de chaque thèse.*

BIBLIOGRAPHIE

TEXTES LÉGISLATIFS

Loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes-courants et chèques postaux.

Décret du 7 janvier 1918, portant réglementation du fonctionnement du service des comptes-courants et chèques postaux.

Loi du 14 juin 1865 sur les chèques.

Loi du 19 février 1874 complétant et modifiant celle du 14 juin 1865 précitée.

Loi du 30 décembre 1911 instituant le chèque barré.

Arrêté du 5 mai 1916 autorisant les contribuables à payer par chèques aux percepteurs leurs contributions directes ou autres taxes.

Circulaire du 6 mai 1916, sur le même objet.

Décret du 20 juin 1916. — Arrêté du 23 juin 1916 autorisant les créanciers de l'Etat ayant un compte ouvert à la caisse du Trésor, ou à la Banque de France, ou à une autre banque affiliée, à obtenir leur paiement sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, et par simple virement de la somme due au crédit de leur compte de dépôt.

Loi du 2 août 1917, édictant des pénalités sévères contre le tireur d'un chèque sans provision préalable.

DOCUMENTS OFFICIELS

Journal Officiel de la République française

- | | |
|---|---|
| | du 20 nov. 1905 (annexe 2761, p. 54 et suiv.) |
| — | 17 mars 1906 (annexe 3085, p. 270 et suiv.) |
| — | 18 mars 1906 (p. 1315 et suiv.) |
| — | 2 juin 1906 (annexe n° 7, p. 451 et suiv.) |
| — | 7 mai 1908 (annexe 1498, p. 180 et suiv.) |
| — | 11 décembre 1917 (p. 1036 et suiv.) |

DIVERS

- AMIARD *Rapport à la Chambre des Députés*. Paris, Martinet, 1916.
- « ANNALES DE L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE SOLVAY ». *Principes d'orientation sociale*. Bruxelles, Lamertin, 1904.
- AUCUY (Marc).. *Systèmes socialistes d'échange*. Paris, 1908.
- BAEHER *Rapport sur les chèques postaux*.
- BRUNEAU *Les chèques et virements postaux*. Paris, 1909.
- CAILLAUX..... *Les impôts en France*. Paris, 1904.
- CHASTENET G.. *Les chèques postaux*. « *Revue politique et parlementaire* », 10 février 1910.
- CHEVAUCHEZ A. *Traité sur les chèques postaux*. Paris, Rivière, 1907.
- DENIS Hector.. *Etude sur le chèque postal autrichien*. Bruxelles, 1896.
- DUBOIS A..... *Précis de l'histoire des Doctrines économiques*, t. 1, Paris, 1903.
- DUPONT *Rapport au Sénat*, Paris, 1917.
- « ÉCONOMISTE FRANÇAIS (L') », 12 février 1906.
- FAUVEL *Des chèques*. Thèse de doctorat. Paris, Rousseau, 1901.
- FERNEUIL *Les chèques postaux*. « *Revue politique et parlementaire* », 10 janvier et 10 mars 1910.
- GARIEL..... *Les chèques et virements postaux en Suisse*.
- GIDE..... *Cours d'économie politique*.
- GUYOT (Yves).. *Reproches imprévus aux grands établissements de crédit* (« *Information* », janvier 1910).
- HARISTOY *Virements en banque et Chambres de compensation*. Paris, 1906.
- Du chèque postal à l'étranger et de son introduction en France*. « *Revue politique et parlementaire* » du 10 février 1909.
- JALADE G..... *Chèques et virements postaux*. Paris, Rousseau, 1908.
- « JOURNAL DES DÉBATS », 24 et 25 octobre 1905.
- Journal « L'INFORMATION », 14 mars, 18 avril, 22 mai 1916.
- « LE TEMPS », 5 avril, 12 avril 1909.
- KOECHLIN *Chèques et virements postaux*. Bâle, 1901.

- LAVAUD *Des chèques*. Thèse de doctorat. Paris, Rousseau, 1902.
- LE QUESNE *Virements et chèques postaux*. Paris, Jouvet, 1910.
- LEMERCIER *Etude sur les chèques*. Paris, 1878.
- LYON - CAEN et
RENAULT *Traité de droit commercial*.
- RAFFALOVICH .. *Les chèques et virements postaux en Allemagne*.
« Economiste européen », 1^{er} et 8 mai 1908.
- SOLVAY *Notes sur le Productivisme et le Comptabilisme*.
Bruxelles, Lamertin, 1900.
- THALLER *Traité général théorique et pratique de droit commercial*.
- THÉRY E. *Les chèques postaux*. Paris, 1909.
- VANNAQUE *Etude comparative du mandat-poste français et du mandat-poste en Belgique, en Allemagne et en Autriche*.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Chèque Postal

INTRODUCTION

Alphonse Esquiros demandait un jour à un boutiquier anglais quelle différence il y avait entre un homme et un gentleman. Le boutiquier lui répondit : « L'homme c'est celui qui vient chez moi, marchande un article et le paie immédiatement, en sortant de l'or ou de l'argent de son porte-monnaie ; le gentleman, c'est celui qui sort un chèque sur son banquier et me le délivre. »

D'autre part, M. Darimon, le rapporteur de notre loi sur les chèques, disait déjà en 1865 que : payer en argent au-delà du détroit, n'était pas de bon ton.

Et M. Guillaume Chastenet, l'infatigable champion du chèque en France, écrivait dans le rapport magistral qu'il déposait sur le bureau de la Chambre des Députés, le 8 février 1908 : « Un Anglais qui se respecte, ne paie une somme, même modique, qu'en délivrant un chèque sur son banquier, auquel il remet également tous les chèques qu'il a lui-même reçus en paiement.

L'usage des chèques est aujourd'hui si répandu chez nos bons amis d'outre-Manche, que d'après les statistiques, le total annuel des paiements par compensation au moyen de chèques, y dépasse six cents milliards, soit deux milliards par jour ouvrable en

moyenne, et que sur mille francs de transactions, il y a à peine 6 francs qui soient soldés directement en numéraire.

La pratique du chèque n'est pas d'ailleurs spéciale à l'Angleterre ; les Etats-Unis l'ont adoptée eux aussi, bien après les Anglais sans doute, mais ils n'ont pas tardé à les dépasser, puisque le total des sommes compensées par chèques y atteint actuellement 800 milliards soit plus de deux milliards 1/2 par jour ouvrable en moyenne, et qu'on y évalue à 95 ou 96 pour cent, le montant des recettes qui y sont recouvrées par chèques ou traites sans aucune intervention de monnaie.

Ces progrès du chèque en Angleterre comme aux Etats-Unis, sont dus uniquement à l'esprit d'initiative des hommes d'affaires de ces deux pays, banquiers, industriels, commerçants, agriculteurs, qui se sont empressés de l'adopter après en avoir reconnu l'utilité pratique.

D'autres pays, notamment la France, l'Allemagne, l'Autriche, le Japon, dont la prospérité économique moindre, il est vrai, que dans les deux nations précitées, va néanmoins, toujours grandissant, ont essayé de l'introduire chez eux, mais leurs efforts se sont trop longtemps heurtés, au mauvais couloir des établissements de crédit, ou à l'esprit de routine de populations trop peu ouvertes aux idées nouvelles.

Aussi quelques gouvernements, sous la pression de certaines nécessités financières et dans le but aussi de favoriser l'essor économique de leur pays, ont eu l'idée de réaliser par voie législative et au moyen d'une institution d'Etat l'organisation du chèque. Ils ont fondé le chèque postal. Cette institution, née d'abord en Autriche en 1883, s'est naturellement étendue en Hon-

grie quelque temps après, en 1889, puis fut adoptée par la Suisse en 1905, par le Japon en 1906, par l'Allemagne en 1909, et par la Belgique en 1913. — Enfin par la France en 1918. — Nul doute que d'autres nations suivront ce mouvement et que des accords entre ces divers pays permettront l'utilisation des chèques postaux pour les règlements des échanges internationaux.

La pratique du chèque tend donc ainsi, soit spontanément sous la forme du chèque commercial, soit par l'intervention de la loi et sous le patronage d'une institution d'Etat, sous la forme du chèque postal, à se généraliser dans le monde entier, à la grande joie des partisans du comptabilisme social qui escomptent pour un avenir très prochain, la disparition complète du métal précieux des monnaies et du système monétaire actuel.

Il est vraiment bien curieux et instructif, cet historique des divers modes d'échange, qui ont été pratiqués depuis l'origine du monde jusqu'à nos jours. Quel chemin parcouru, quelles transformations ingénieuses, quels progrès accomplis, depuis les temps primitifs où l'on troquait marchandise contre marchandise, jusqu'à cette merveilleuse organisation monétaire et fiduciaire de notre époque ?

Au début de cette étude, on ne saurait mieux comparer le jeu du monde économique, avec tous ses instruments d'échange, monnaies de toutes sortes, billets de banque, billets à ordre, lettres de change, chèques et or, qu'à un véritable jeu d'échecs, avec ses différentes pièces, pions, tours, chevaux, fous, reine et roi.

Les pions, c'est la monnaie d'appoint, le billon sous toutes ses formes ; les tours, ce sont les billets de banque qui opèrent directement comme s'ils étaient de

l'or ; les chevaux, ce sont les lettres de change qui sautent de place en place ; les fous, ce sont les billets à ordre, qui arrivent obliquement au même but que les billets de banque ; la reine qui va partout, d'un bout du jeu à l'autre, en avant, en arrière, à droite, à gauche, directement et obliquement, c'est le chèque ; c'est la pièce la plus agissante et la plus puissante du jeu. Enfin le roi, c'est l'or, qui ne remue pas ou presque pas, et seulement quand il est sur le point d'être pris, mais qui défendu par ses sujets groupés autour de lui, reste tranquillement dans sa case, où il trône comme une majesté au nom de laquelle on administre et on gouverne.

Cette étude sera partagée en quatre parties.

Nous verrons d'abord ce qu'est le chèque en général ; nous étudierons ensuite le chèque postal en France ; nous en montrerons dans la 3^e partie, les avantages et les inconvénients. Enfin dans la 4^e partie nous donnerons un aperçu du chèque postal à l'étranger.

1^{re} PARTIE

Du Chèque en général

On distingue deux sortes de chèques, le chèque bancaire ou commercial et le chèque postal. Je ne veux traiter ici que le chèque postal, mais comme celui-ci n'est qu'une modalité, un succédané du chèque bancaire, il est indispensable de donner tout d'abord un rapide et sommaire aperçu de la nature, du but et du fonctionnement de ce dernier.

Michel Chevalier, qui fut le promoteur du chèque bancaire en France, au milieu du siècle dernier, l'a défini : « Un simple ordre donné par un particulier, à un banquier chez lequel il a des fonds, de payer une certaine somme au porteur. » Cette définition, que je me hâte de qualifier incomplète, répond assez bien, cependant, à l'idée qu'on s'était faite du chèque à son enfance. Le chèque, à ses débuts, n'était, en effet, qu'un moyen de payer ou faire payer une dette sans faire usage de monnaie, du moins, immédiatement. Si le chèque avait dû en rester là, son utilité n'eût pas été bien grande, mais nous verrons tout à l'heure que le chèque n'est pas resté un simple instrument de paiement différé, comme il l'était à l'origine, et qu'il est devenu un instrument de virement, de compensation et de liquidation.

Chez nous, en France, presque tous les paiements se sont faits jusqu'ici en numéraire, ce qui exige un capital circulant considérable; avant la guerre ce capital circulant se montait à plus de 7 milliards, alors qu'en Angleterre, où les transactions sont bien plus importantes qu'en France, ce capital circulant ne dépassait guère, à la même époque, 3 milliards, soit plus de moitié moins que chez nous.

Cette pratique de nos commerçants présente les plus graves inconvénients, dont voici les principaux :

1° Obligation pour chacun d'eux, d'avoir toujours en caisse, chez lui, une provision d'argent liquide pour faire face à des demandes de paiement. Ces sommes, souvent importantes, que le commerçant doit garder ainsi à sa disposition, dans sa caisse, risquent d'être volées, perdues ou détruites par le feu.

2° Usure de la monnaie. Le numéraire en passant ainsi constamment de mains en mains, deux, quatre, dix, vingt fois par jour, finit par s'user et se déprécier par le frottement; cette usure ou frais, négligeable pour les billets de banque et le billon dont l'impression ou la frappe sont peu coûteuse, est au contraire très importante pour l'or. On a calculé qu'un milliard en or, après avoir servi pendant cent ans, serait réduit de plus d'un tiers, sinon de la moitié.

3° Transport onéreux du numéraire. On sait combien est dispendieux et risqué l'encaissement des traites et autres valeurs, par leur présentation directe au domicile des particuliers ou aux guichets de banques, par des commis ou garçons de recettes. On a estimé que les frais de recouvrement de 100 millions par jour, à Paris, coûtaient ainsi 17 millions par an, tandis qu'en Angleterre, on arrive au même résultat en ne dépensant qu'un million, grâce aux procédés de compensation,

4° D'autre part, celui qui conserve ainsi son argent chez lui, n'a pas seulement le souci et les risques de le garder, il doit encore assurer le service de sa caisse, soit par lui-même, soit par un employé. Cette tenue de caisse, pour peu que la maison soit importante, est toujours un travail pénible, incessant, compliqué, qui demande beaucoup de soins et d'attention, et surtout, un préposé capable, intègre et bien payé. D'où, perte de temps, perte d'argent, perte de travail pour le commerçant. En remettant ses fonds au banquier, celui-ci fait son service de caisse, effectue ses paiements, fait rentrer ses créances, établit la balance que le client n'a plus qu'à vérifier, ce qui est une opération relativement aisée. Pour le banquier, le travail et les risques sont beaucoup moindres : c'est son métier. L'installation de caves ou de coffres-forts dans son établissement donne toute garantie contre les risques de perte, ou de vol, ou d'incendie. Son personnel et lui-même, rompus aux affaires financières, ont tôt fait de régler dix, vingt ou cent comptes qu'ils dressent comme en se jouant et en jonglant avec les chiffres.

Je dois cependant faire ici une petite remarque. A part la Banque de France, dont les comptes sont toujours apurés d'une façon impeccable, il faut avouer, que pour les autres grandes banques, il n'en est pas toujours ainsi. Trop souvent les comptes sont erronés et les erreurs ne sont généralement pas au détriment des banques, mais des clients. Je l'ai constaté à maintes reprises et il est très possible que ces pratiques de négligence, pour ne pas dire plus, ont détourné pas mal de particuliers de la pratique de confier leurs fonds aux établissements de crédit.

5° Enfin, l'argent qui dort au fond d'une caisse ne fait rien et ne rapporte rien pendant des semaines, des mois, et quelquefois plus longtemps encore. Pourquoi laisser l'argent dormir au fond d'une caisse comme une lumière

sous le boisseau, alors qu'il fait si grand besoin, et qu'il pourrait rendre tant de services. Celui qui confie son argent au banquier rend service à lui-même, au banquier, à la collectivité tout entière; à lui-même je viens de le démontrer. Au banquier, qui devient propriétaire des fonds déposés et les met aussitôt en circulation en les prêtant pour l'escompte ou le report, en opérations à court terme, très fructueuses et très utiles. A la collectivité, qui bénéficie de ce mouvement de fonds, dont elle a sa part, car il lui fournit des affaires et du travail. Sans capital, en effet, pas de travail et pas d'affaires. « Les affaires, n'est-ce pas l'argent d'autrui. »

Les Anglais, beaucoup plus pratiques et plus expéditifs que nous, ont parfaitement compris depuis longtemps tous ces inconvénients et ont su les éviter par l'usage du chèque employé, soit comme mandat de paiement, soit surtout sous la forme de mandat de virement.

En Angleterre, chaque commerçant, j'allais dire chaque particulier, au lieu de garder son argent dans sa caisse, le dépose chez son banquier : l'argent ainsi déposé reste à la disposition du déposant qui peut le retirer, en tout ou en partie, quand bon lui semble, ou au fur et à mesure de ses besoins. A-t-il besoin d'argent pour son usage personnel ? Il tire un chèque sur son banquier qui lui fait parvenir les fonds demandés. A-t-il une traite ou une dette à payer ? Il tire encore un chèque sur son banquier, à qui il donne l'ordre de solder.

D'autre part, si le déposant a une lettre de change, une créance, un chèque à encaisser, il les remet à son banquier qui les porte, après encaissement, au crédit de son compte, qui s'en trouve ainsi augmenté d'autant.

Supposons qu'un commerçant et son fournisseur aient le même banquier, celui-ci n'aura qu'à inscrire sur le compte de chacun d'eux les traites, valeurs ou chèques

reçus ou tirés. Les créances et les dettes respectives de ces deux négociants seront ainsi éteintes par compensation et leurs paiements effectués entre eux, sans numéraire, par de simples virements ou passations d'écriture, — ou plutôt les paiements seront supprimés entre eux deux.

Mais nous savons qu'en Angleterre ce n'est pas seulement quelques commerçants qui ont ainsi leur dépôt et leur compte courant à la banque, mais que c'est presque tout le monde. Si tous ces gens avaient le même banquier, on voit tout de suite combien il serait aisé de solder tous leurs comptes respectifs : mais il faudrait, pour ce faire, une banque immense avec des filiales ou succursales et des ramifications à l'infini sur tous les points du territoire. Du reste, pas plus en Angleterre qu'ailleurs, la concentration des capitaux, si importante qu'elle soit, ne pourra sans doute jamais aboutir à une banque unique englobant toutes les autres. En dehors de la Banque d'Angleterre, qui a la prédominance incontestable, comme la Banque de France chez nous, il y a une foule d'autres banques privées, ou par actions, qui ont une clientèle très nombreuse. Sans doute, cette multiplicité de banques se partageant la clientèle a pour effet de compliquer singulièrement le règlement des comptes. Mais on y arrive, néanmoins, par l'association des banquiers entre eux, qui se groupent pour fonder un bureau commun, où sont étudiés et établis ces comptes. Ce bureau commun s'appelle la Chambre de compensation ou le « Clearing House ». Tous les banquiers ne font pas partie du Clearing House (ils n'y sont même qu'une trentaine à peine), mais ceux qui n'y sont pas affiliés ont la ressource de s'adresser à un Clearing Banker, banquier affilié qui se fait leur correspondant. De cette façon, presque tous les paiements sont faits sans espèces et par voie de compensation.

Au Clearing House de Londres, qui n'est d'ailleurs pas

le seul en Angleterre, on compense annuellement 5 ou 600 milliards et quatre ou cinq pour cent seulement des paiements se font en espèces.

Aux Etats-Unis, c'est la même méthode, qui donne, du reste, des résultats plus merveilleux encore.

En France, un Clearing House ou Chambre des compensations a bien été fondé, en 1872, sur le modèle de celle de Londres; elle compte, outre la Banque de France, une douzaine de banques parisiennes les plus importantes; mais ses opérations, qui se chiffrent à 14 ou 15 milliards seulement, ne sont pas comparables aux Clearing Houses de Londres et de New-York.

D'où vient cet état d'infériorité? Cela tient à ce que l'usage du chèque n'est pas assez répandu en France et la raison, nous semble-t-il, en est assez complexe.

Je la trouve, d'abord, dans un incontestable défaut d'éducation commerciale de nos compatriotes qui, trop souvent routiniers, n'ont pas su s'adapter aussi vite que leurs voisins et concurrents aux méthodes scientifiques nouvelles. D'autre part, il existe chez nous un soupçon, peut-être exagéré, une méfiance instinctive, qui n'est pas, hélas, toujours sans fondement, contre les établissements de crédit. Cette méfiance, ce soupçon, il dépend des banques de les faire tomber, en apportant dans toutes leurs opérations, avec une sagesse plus grande, une probité professionnelle irréprochable.

Ce sera leur intérêt comme celui du public.

J'ajoute que les inconvénients multiples du chèque type français, dont la législation laissait jusqu'ici trop à désirer, en ont empêché aussi la vulgarisation. Cette législation ne donnait aucune 'garantie'; jusqu'en 1916, en France, la personne qui recevait un chèque n'était jamais sûre d'être payée. J'ai entendu, un jour, à Paris, un individu raconter que, pour se débarrasser d'une amie trop indiscreète, il l'avait

congediée en lui donnant un chèque qu'il savait ne devoir pas être touché...et pour cause. Il n'y avait pas de provision.

Enfin, l'administration avait jusqu'ici refusé systématiquement le paiement par chèques des sommes qui lui étaient dues pour quelque cause que ce fût.

Je me hâte de dire que des mesures récentes prises, tant par l'administration que par le Parlement, auront sans doute pour effet d'aider grandement à la diffusion rapide du chèque en France.

Le gouvernement a fini par comprendre que le chèque pouvait abréger les formalités des paiements.

A la date du 5 juin 1916, le ministre des Finances a pris un arrêté accordant aux contribuables la faculté d'acquitter, au moyen de chèques, leurs contributions directes, taxes assimilées et autres, dont le recouvrement est confié aux percepteurs.

Le ministre des Finances ne s'en est pas tenu là; il a voulu, en outre, utiliser les chèques, non plus seulement pour des recettes à effectuer, mais aussi pour des paiements à opérer. En effet, un décret du 20 juin 1916 a autorisé le paiement des dépenses de l'Etat et des départements au moyen de virements en banque et de mandats-cartes postaux. Le but de ce décret a été de dispenser le créancier du Trésor ou du département de se déplacer, soit pour toucher ses fonds, soit pour donner quittance.

Le décret du 20 juin prévoit deux hypothèses:

Ou le créancier a un compte courant à la Caisse du Trésor public ou dans une Trésorerie générale.

Ou bien le créancier a un compte ouvert à la Banque de France ou dans une banque en relation avec la Banque de France.

Dans le premier cas, le comptable public, après avoir reçu le mandat, l'inscrit directement au crédit du compte du créancier, sans aucune autre formalité.

Dans le second cas, le mandat est transmis à la banque intéressée qui l'inscrit au crédit du compte du créancier son client.

Dans l'un et l'autre cas, le créancier est dispensé de se présenter à la caisse publique. Le Trésor se trouve libéré, non plus par la remise des fonds entre les mains de son créancier, mais par l'inscription de la somme due au crédit de son compte, là où il est tenu.

Lorsque ce compte est ouvert dans une banque, celle-ci est substituée au Trésor, dans sa qualité de débiteur vis-à-vis de son client; en recevant du Trésor les fonds pour ce client, elle en prend la charge et assume la responsabilité de les faire tenir au créancier; il n'y a pas lieu, dès lors, pour le Trésor, d'exiger une quittance qui devient ainsi inutile, puisqu'il est déchargé par l'acquit de la banque intéressée.

Sans doute cette réglementation n'est pas applicable d'une manière générale et absolue. Les créanciers qui veulent en bénéficier doivent en avoir fait la demande; mais, telle quelle, elle constitue un progrès qui se développera au fur et à mesure que seront davantage compris les avantages qu'elle présente.

D'autre part, deux arrêtés de 1916 autorisent: l'un, le paiement des sommes dues à l'administration des Postes, au moyen de chèques barrés sur la Banque de France; l'autre, le paiement de leurs mandats-poste aux titulaires de comptes courants à la Banque de France, ou à une banque affiliée, au moyen d'ordres de virement sur la banque; il leur suffit, pour cela, en déposant leur mandat au bureau de poste, d'aviser le receveur, qu'ils désirent, au lieu d'un paiement en espèces, recevoir un ordre de virement sur la banque. Cet ordre leur est délivré immédiatement et ils n'ont qu'à l'adresser à leur banquier qui porte la somme représentant le mandat au crédit de leur compte. Le résultat,

c'est que ces paiements sont effectués sans manipulation, ni numération d'espèces.

D'ailleurs, l'administration fait beaucoup mieux, elle a autorisé, en 1918, les Trésoriers-payeurs généraux à délivrer, à tous les particuliers qui auraient chez eux des comptes de dépôt, des carnets de chèques, à l'instar des banques privées. Sans doute, ce service qui n'en est qu'à ses débuts, ne paraît pas avoir encore donné de bien grands résultats; mais, j'y vois, avec l'institution du chèque postal, l'indication d'un mouvement très important qui pourrait prendre, dans l'avenir, des proportions inattendues.

Avant la guerre, la baisse constante des rentes françaises et leur défaveur auprès d'une certaine catégorie de gens, les avait fait négliger, passer à l'arrière plan. Il en est tout autrement aujourd'hui; les fonds d'Etat sont revenus au tout premier plan, tant par la faveur dont ils jouissent maintenant partout, du fait de la victoire, que par les gros intérêts qu'ils procurent. De plus, le chiffre des rentes, comme le nombre des rentiers, s'est accru considérablement. Qui donc va profiter de cette situation financière exceptionnelle? Les Banques? Oui, sans doute, pour une large part, mais certainement aussi, pour beaucoup, les comptables publics; ces derniers, jadis si délaissés et auxquels on faisait si rarement appel pour la réalisation d'opérations de Bourse, vont voir leurs guichets visités par une foule de rentiers désireux de faire des ventes, des achats de rentes, des arbitrages, toucher leurs coupons, etc. Ces rentiers seront tout naturellement amenés à se faire ouvrir des comptes courants à la Recette des Finances ou à la Trésorerie générale et prendront l'habitude d'user des chèques pour leurs opérations.

Enfin, trois dispositions législatives récentes, depuis longtemps sollicitées de divers côtés, sont venues compléter et mettre notre vieille et insuffisante loi du 14 juin 1865

sur les chèques, en harmonie avec les autres législations étrangères.

1° La première de ces dispositions date du 30 décembre 1911 et introduit chez nous le chèque barré, qui y était encore à peu près inconnu. Le chèque barré doit son nom aux deux barres transversales qui y sont tracées obliquement. Entre ces deux barres figure, soit la mention : « Et Compagnie », soit le nom d'un banquier spécialement désigné pour en recevoir le montant. Ce chèque est donc émis sous la condition qu'il ne pourra être payé qu'à un banquier, soit nominativement indiqué (barrement spécial), soit à une banque quelconque (barrement général). Cette mesure a été prise pour prévenir le danger de payer un chèque perdu ou volé, à une autre personne que le propriétaire ; le porteur du chèque barré ne peut le toucher lui-même personnellement et, pour en opérer le recouvrement, il est obligé de se servir de l'intermédiaire d'un banquier, qui s'est, bien entendu, muni de tous les renseignements ou moyens de reconnaître la signature de l'émetteur et du bénéficiaire. Du reste, le chèque barré ne donne lieu à aucun paiement en numéraire, il est présenté par un banquier à un autre banquier, et se trouve ainsi compris dans les compensations à opérer entre eux. C'est pour cela qu'on a pu dire que le chèque barré était un chèque qui n'était jamais payé.

2° L'autre loi est plus récente et remonte au 2 août 1917 ; elle édicte des pénalités sévères contre le tireur d'un chèque sans provision préalable, qu'elle assimile à un escroc. Cette mesure me paraît des plus heureuses. Le chèque, en effet, est une monnaie véritable, comme du reste le billet de banque, avec toutefois cette différence que le paiement en billets de banque libère immédiatement le débiteur, tandis que dans le paiement par chèque la libération est suspendue jusqu'à l'encaissement. Mais, à part

cela, le chèque est une monnaie fiduciaire comme le billet de banque et peut, comme lui, circuler de main en main jusqu'à ce qu'un dernier porteur le présente à la banque, soit pour l'encaisser, soit pour le faire virer au profit de son compte.

Puisque le chèque est une monnaie, il s'ensuit qu'il doit présenter toute garantie comme le billet de banque et que l'émission d'un faux chèque doit être considérée comme un délit à l'instar de l'émission de la fausse monnaie. L'une et l'autre intéressent et peuvent compromettre l'ordre public. Celui qui reçoit un chèque fait un acte de foi dans la solvabilité de l'émetteur ; il faut encourager et protéger cet acte de foi, et de bonne foi, si nous voulons développer l'usage des chèques qui sera si utile et si bien-faisant pour tout le monde.

3° Enfin la loi du 7 janvier 1918 qui crée en France le chèque postal. Avant d'en aborder l'étude, je voudrais pour clore cet aperçu général indiquer les formes essentielles du chèque de banque que nous retrouverons peu ou prou dans l'étude du chèque postal.

Les principes du chèque ont été posés, nous l'avons dit, par la loi du 14 juin 1865, complétée et modifiée par les lois du 23 août 1871, 19 février 1874, 30 décembre 1911 et 2 août 1917.

Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit, ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré, et disponibles.

Un chèque peut être tiré sur une feuille volante pourvu qu'il contienne toutes les mentions exigées par la loi, c'est ce qui peut se produire quand il est émis sur une personne autre qu'un banquier, qui a eu dépôt des fonds disponibles au crédit du tireur, mais cela est tout à fait exceptionnel. Voici comment les choses se passent généralement.

Après avoir effectué son dépôt chez le banquier, le déposant reçoit de son dépositaire un carnet appelé chéquier ou carnet de chèques, qui comprend un certain nombre de feuilles ; chaque feuille est divisée en deux parties par une ligne pointillée, l'une, la plus petite, doit rester attachée au carnet pour former souche, c'est le talon ; l'autre, plus grande, destinée à être détachée, et qui forme à proprement parler le chèque. Chaque feuille porte, au chèque et au talon, le même numéro d'ordre et, dans le carnet, les numéros des diverses feuilles se suivent sans discontinuité ; sur le talon de chaque chèque, le tireur mentionne la somme portée et l'indication du bénéficiaire. Les talons restant adhérents à la souche forment ainsi un petit registre que le titulaire du carnet peut consulter quand il lui plaît, pour connaître la situation exacte de son compte, qu'il peut ainsi vérifier aisément.

Le tireur remplit la souche et le chèque. Sur la souche, il met la date, la somme et le nom du bénéficiaire, qui peut être lui-même. Sur le chèque, il mentionne la date de l'émission en toutes lettres, puis la somme en chiffres en haut et à droite, ensuite en toutes lettres dans le corps du chèque ; enfin, il écrit le nom du bénéficiaire qui sera, ou lui-même, ou un porteur, ou monsieur X nominativement désigné.

Le chèque peut être transmis même par voie d'endossement en blanc ; il doit, en tous les cas, être acquitté par celui qui le touche : l'acquit est daté.

Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible d'une amende de six pour cent de la somme tirée, sans préjudice *des peines correctionnelles*. Celui qui paie un chèque, sans exiger qu'il soit acquitté, est passible personnellement, et sans recours, d'une amende de 50 francs.

Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement

dans le délai de 5 ou 8 jours, suivant qu'il est tiré sur place, ou de place en place, et celui qui n'en réclame pas le paiement dans ce délai perd son recours contre les endosseurs; il perd également son recours contre le tireur si la provision a péri par le fait du tiré après ce délai. Les chèques sont timbrés à 0.10 ou à 0.20, suivant qu'ils sont tirés sur place, ou de place à place. Ceux tirés hors de France, et payables en France, doivent être timbrés à 0.20, avant tout endossement en France, sous peine d'une amende de six pour cent de leur montant.

2^{me} PARTIE

Le Chèque postal en France

Son origine. Ses causes. Son organisation.

C'est à M. Chastenet, aujourd'hui sénateur, que revient l'honneur et le mérite d'avoir posé, le premier, devant le Parlement et devant l'opinion publique, la question des chèques postaux.

Timeo hominem unius libri disaient nos pères en parlant d'un homme qui a une idée qui remplit sa vie, qu'il cultive, nourrit, défend jusqu'à ce qu'il ait fini par l'imposer et la faire triompher. M. Chastenet est un de ces hommes (non pas à craindre, certes, car il est tout passionné pour la chose publique), mais avec lequel il faut compter, et qui a fini par imposer et faire triompher le chèque postal dont il a été toute sa vie le partisan et le champion acharné.

Après M. Chastenet, il est d'autres parlementaires actifs, d'esprit largement ouvert, à qui nous devons cette bienfaisante institution du chèque postal : surtout, M. Amiard, qui a, dans un rapport très documenté, présenté, soutenu et fait adopter sans débat, par la Chambre des députés, la proposition qui est devenue la loi du 7 janvier 1918. M. Amiard ne s'en est pas tenu là, d'ailleurs. Convaincu

que la loi sur le chèque postal, telle quelle fut votée, présentait des lacunes et des défauts, il s'est remis à l'œuvre pour la faire corriger et compléter.

Il est dû également une mention à M. Dupont, le rapporteur de la loi au Sénat, dont le rapport substantiel a obtenu de la Haute Assemblée l'entière approbation, par le vote de la proposition de loi qu'il sollicitait. Enfin, M. Clémentel, l'actif ministre du Commerce et des Postes, a joint ses efforts à ceux des rapporteurs de la Chambre et du Sénat pour obtenir, au plus vite, le vote de cette loi.

Ces parlementaires ont d'autant plus de mérite, pour avoir fait aboutir cette institution, que le projet de loi qu'ils présentaient était l'objet des plus vives critiques et de la plus vigoureuse opposition ; notamment de certaines grandes banques qui voyaient, dans cette institution d'Etat, une concurrence redoutable.

D'ailleurs, en dehors du Parlement, beaucoup d'industriels et de commerçants, de Chambres de Commerce demandaient, d'urgence, le vote d'une loi en chantier depuis 1905 qui n'avait pu venir jusqu'alors en discussion, et dont on espérait les plus grands avantages, non seulement au point de vue national, mais même au point de vue des intérêts privés. Ces avantages avaient, d'ailleurs, été constatés dans les pays étrangers où le chèque postal avait déjà fonctionné. La loi française sur le chèque postal a donc des causes multiples, éloignées et prochaines, nationales et internationales.

Quod isti et istæ, cur nom ego. Ce que d'autres ont fait : l'Autriche, la Hongrie, la Suisse, la Belgique, l'Allemagne, le Japon, pourquoi ne le ferions-nous pas ? Si le chèque est salubre pour nos voisins, il doit être bon aussi pour nous, et puisque le chèque commercial n'a pu, malgré ses perfectionnements, pénétrer dans les mœurs françaises, faisons le chèque postal et essayons, par une

loi et une institution d'Etat, de l'imposer au public dans son propre intérêt. Ainsi parlait M. Chastenet.

D'ailleurs, l'intérêt du public n'était plus seul en jeu depuis la guerre, c'était aussi l'intérêt de l'Etat : la raréfaction de la monnaie métallique et l'accroissement de la circulation fiduciaire obligeaient à développer les méthodes de compensation. La cause immédiate et prochaine du chèque postal en France a donc été la guerre.

La France, comme toutes les nations belligérantes, dut resserrer sa monnaie métallique, et surtout son or, pour éviter son exode à l'étranger, où il faisait prime. Cet or, elle en avait besoin pour faire ses achats et aussi pour gager ses billets de banque et ses emprunts. Pour remplacer cette monnaie métallique ainsi resserrée et qui ne circulait plus, il fallut émettre des billets de banque en nombre d'autant plus grand que les besoins de la défense nationale allaient toujours grandissants. D'autre part, la thésaurisation stupide qui se fit, surtout dans les campagnes, augmenta encore les difficultés et rendit les transactions de plus en plus impossibles. Trop de paysans, en effet, trop peu soucieux de l'intérêt public, voulurent, non seulement garder leur or au fond de leurs cachettes, mais encore entasser dans leurs tiroirs toutes les pièces métalliques, même les plus viles, comme le cuivre ou le nickel. Pour remédier à cette fâcheuse disparition des pièces métalliques, il fallut donc émettre de la monnaie de papier. Du reste, les petites coupures de la Banque de France, avec leur minimum de 5 francs, ne suffisaient pas au service des échanges. On émit des monnaies obsidionales, des coupures divisionnaires. Des sous de carton ou de zinc, des jetons de toutes formes et de toute nature pour suppléer à l'insuffisance de la monnaie de cuivre et de nickel. Mais ce n'était là que des palliatifs et le mal ne faisait que grandir. En effet, à la disette de pièces métalliques succéda bientôt

une véritable orgie de papier monnaie qu'il était si facile de créer. Mais cette multiplication de la monnaie de papier n'était pas sans danger pour le présent et pour l'avenir ; pour l'avenir, on comptait bien sans doute sur la victoire pour tout arranger, mais, pour le présent, il fallait y pourvoir sans retard et par soi-même.

La monnaie de papier se dépréciait au fur et à mesure qu'elle augmentait en quantité (et nous savons qu'elle augmentait chaque semestre de quelques milliards). Son pouvoir d'acquisition diminuait rapidement et les denrées nécessaires à la vie devenaient de plus en plus chères (la spéculation y contribuant d'ailleurs pour une très large part) autant, et plus, peut-être, que les risques de la navigation ou les difficultés de transport.

Enfin, le change de notre billet de banque avec l'étranger, même avec l'Espagne, devenait de jour en jour plus défavorable, et en raison de la diminution de son gage.

Ces billets de banque, en effet, avaient pour gage l'encaisse métallique de la Banque de France, et, si les billets pouvaient à la rigueur être facilement augmentés, il n'en était pas de même de l'encaisse qui, après avoir grossi quelque peu, à la suite de collectes faites dans le pays, pour drainer l'or et l'argent, avait dû nécessairement diminuer ensuite, pour solder des achats de matières premières indispensables faits à l'étranger.

En fait, 6 milliards d'or ou d'argent, environ, servirent de gage à 20, puis 25, puis 30, puis 33, puis 36 milliards de billets. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, notre billet ait perdu quelque peu de sa valeur, non seulement au change international, mais même à l'intérieur du territoire où, là aussi, la monnaie métallique était préférée pour les échanges. Pour montrer combien notre monnaie de papier avait cessé d'être droite, pour devenir faible, je vais citer ici un petit fait qui m'est personnel (le moi n'est

pas toujours si haïssable !) Je me rappelle qu'en septembre 1916, une paysanne vint m'offrir une corbeille de pêches. On convint du prix de trois francs, après les marchandages d'usage. Au moment de payer je sortis trois billets divisionnaires de la Chambre de Commerce du département. Je vois encore les regards suppliants que jeta sur moi la paysanne en disant : « Vous ne pourriez pas me payer avec des pièces ; vous me feriez tant plaisir. » — Je veux bien, lui répondis-je, mais ce sera cinquante centimes de moins » et, ce disant, je sortis de mon portemonnaie quelques pièces métalliques, tout flambant neuves, que j'avais pu rapporter d'un récent voyage à Paris. Médusée par l'éclat de cette belle monnaie, ma vendeuse accepta la réduction, et me dit même, en partant : « Vous savez, j'en ai d'autres pêches encore et, si vous voulez, je vous en rapporterai le jour du prochain marché ». Elle avait d'autres pêches, car j'avais d'autres pièces neuves qu'elle m'avait vues. Il paraît que ce jour-là j'ai commis un délit. Je n'y avais même pas pensé et j'avoue qu'il m'est difficile de le regretter. Il faut avoir vécu dans les campagnes ou... sur les frontières, pour avoir pu se rendre compte de l'acuité, de la gravité et de l'étendue de la crise monétaire que nous avons subie pendant la guerre.

La crise était donc inquiétante. Aussi les pouvoirs publics, si lents à s'émouvoir d'ordinaire, finirent-ils par s'en apercevoir assez vite et voulurent y parer.

Le problème posé était simple : comment faire pour conserver notre monnaie droite tout en la maintenant suffisante pour satisfaire aux besoins des échanges toujours grandissants ?

Et alors on se dit en haut lieu : Ah ! si nous avions des clearing houses comme à Londres, ou en Amérique, où les paiements se font sans argent, nous n'aurions pas besoin d'émettre tant de billets nouveaux !

Ah ! si nous avions l'habitude du chèque pour solder nos petites dettes courantes et nos gros achats, nous ne verrions pas cette orgie de viles coupures régionales, départementales ou communales ! Si même nous avions le chèque postal ! Il nous rendrait bien des services. Et alors, au Parlement, on se rappela que la loi de 1865 sur les chèques n'était plus au point et avait besoin d'être retouchée. De là est née la disposition dont je parlais tout à l'heure, qui a fait de l'émission d'un chèque sans provision un délit correctionnel.

De là aussi est né le chèque postal : quand nous disons *né*, c'est par euphémisme ; c'est avorté qu'il aurait peut-être mieux valu dire, car nous verrons plus tard que cette institution, trop vite élaborée, se sent de la hâte avec laquelle on l'a faite. Mais n'anticipons pas.

C'est en 1905, je l'ai déjà dit, que M. Chastenet déposa sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi relative à la création du chèque postal. Reprise en 1906, puis en 1908, puis en 1910, cette proposition ne put aboutir avant les hostilités. Mais, sous la pression des dures nécessités de la guerre, le gouvernement, les commissions du budget et des Postes, ainsi que le rapporteur à la Chambre des députés, M. Amiard, se mirent d'accord sur le texte d'une proposition de loi qui fut votée sans débat à la Chambre des députés, le 28 septembre 1917.

Pareil accord se fit entre le gouvernement et les commissions compétentes pour obtenir, de la même manière, le vote de la proposition par la Haute Assemblée. M. Dupont, sénateur, avait été nommé rapporteur et, le 11 décembre 1917, quand l'affaire vint à l'ordre du jour, il conclut à l'adoption, sans modification, du projet voté par la Chambre des députés. Mais, cette fois, on ne put éviter la discussion qui s'engagea, même assez vive quelquefois, entre M. Chastenet, le rapporteur et le ministre des Postes et Télégraphes.

Toutefois, après des concessions réciproques, et des promesses de la part du ministre, de demander à bref délai aux Chambres de reviser leur œuvre et d'amender cette loi, celle-ci fut votée le jour même, sous le titre suivant : *Proposition de loi portant création d'un service de comptes courants et chèques postaux.*

Economie de la loi du 7 janvier 1918

On vient de voir que le législateur après avoir voté la loi sur les chèques avait cru devoir lui donner un titre ou plutôt un nom. Il a craint, sans doute, qu'en lisant son œuvre, le public put s'y tromper et prendre une chose pour une autre. Cette précaution est un aveu à retenir pour plus tard. Un de mes amis a une ravissante petite fille de cinq ans qui commence à griffonner, sur son cahier, quelques mots informes et même des dessins aux contours assez mal définis. A l'occasion du premier de l'An, cette enfant ne pouvant m'écrire, mais voulant me prouver néanmoins son savoir faire et son affection, m'adressa un petit dessin qu'elle avait fait toute seule à mon intention. L'image représentait un animal apocalyptique. L'enfant s'était bien aperçue de l'imperfection de son œuvre et avait eu soin d'écrire en dessous, pour m'éviter une erreur : « ceci est un chien » ; elle aurait pu mettre, avec autant de justesse : ceci est un veau, ou un hippopotame. Ce petit souvenir m'est venu à la mémoire en voyant notre législateur mettre un nom sous la loi du 7 janvier 1918.

Nous verrons, en effet, par la suite, que le chèque postal n'est guère un chèque puisqu'on a pu dire, d'ores et déjà, qu'il se confondait avec le mandat-carte un peu perfectionné. Quant au compte courant postal, il ne ressemble guère, non plus, au compte courant du commerce ordinaire et manque, en tous cas, d'un de ses attributs essen-

tiels, à savoir la production d'intérêts par l'excédent créditeur.

Ces deux institutions de notre loi française sont donc assez mal définies; elles empruntent à d'autres institutions similaires, avec lesquelles on pourrait aisément les confondre, si on avait eu soin d'y mettre une étiquette. Elles présentent, d'autre part, des lacunes si larges et si regrettables, qu'on ne comprend guère qu'elles aient pu être votées en l'état où elles étaient présentées. Voyons donc ce qu'elles contiennent; nous examinerons ensuite ce qu'elles auraient pu ou dû contenir pour rendre les services qu'on en attendait, et qui sont loin encore de répondre aux espérances qu'elles avaient fait naître.

La loi du 7 janvier 1918 est suivie d'un décret d'administration publique, pris le même jour, en conformité de la dite loi, et qui a pour but d'éclaircir certains points obscurs dont le législateur ne s'était pas occupé et de définir certains détails d'application; pour procéder à un examen d'ensemble, et qui soit intelligible, nous devons réunir dans une même étude, et la loi proprement dite et le décret dont elle est accompagnée, les deux faisant un tout indivisible. Avant de passer à la critique des divers articles, il est indispensable, pour faire comprendre quelle a été la pensée directrice du législateur, et son but en cette matière, de donner dès maintenant les différences qui existent, d'une part entre le compte courant et le chèque commerciaux et, d'autre part, le compte courant et le chèque postaux.

Le compte courant et le chèque commerciaux sont deux institutions juridiques généralement liées ensemble (la seconde procédant naturellement de la première) mais, néanmoins tout à fait distinctes, ayant chacune leur objet, leur nature et leurs règles. Nous croyons inutile de nous étendre davantage sur cette distinction qui ressort suffisamment des explications qui précèdent.

Le compte courant et le chèque postaux sont également distincts l'un de l'autre juridiquement, mais non pratiquement, puisque le premier n'est fait que pour le second et seulement pour lui seul. Le compte courant postal n'a pas d'autre raison d'être que le chèque postal qui doit en être le résultat.

Le compte courant commercial suppose le dépôt préalable de fonds en banque, non pas un dépôt dans le sens rigoureusement juridique, qui fait de la chose déposée une *res sacra* à laquelle le dépositaire ne doit jamais toucher, mais un dépôt imparfait et d'une nature particulière.

Nous avons vu comment et pourquoi le compte courant était avantageux au déposant, il nous faut expliquer pourquoi et comment il est utile au dépositaire.

La première opération d'un banquier, c'est de se procurer les capitaux d'autrui dont il devient propriétaire et qu'il emploiera pour faire ses opérations ; il cherche non seulement à attirer ces capitaux, mais encore à les retenir en dépôt le plus longtemps qu'il peut. Pour encourager ses clients à lui laisser ainsi leurs fonds, le banquier leur sert un petit intérêt, d'autant plus élevé, d'ailleurs, que le dépôt est de plus longue durée. D'autre part, le banquier qui ouvre un compte courant à un client voit, dans ce client, un souscripteur possible à des émissions de titres dont il aura le placement, un bailleur de fonds, un donneur d'ordres de bourse.

C'est, qu'en effet, le compte courant de banque n'est presque jamais pur et simple, et il s'accompagne ordinairement, soit de dépôts de titres, soit de valeurs à escompter, soit d'effets de commerce à encaisser, qui sont toutes des opérations de crédit qui procurent au banquier d'importants bénéfices, mais qui comportent aussi certains risques. Aussi les banquiers ne manquent-ils jamais de faire, gratuitement, pour leurs clients, les diverses opérations que comportent leurs comptes courants.

Tout autre est le compte courant postal, qui ne peut être considéré comme une institution de dépôt, mais, simplement et uniquement, comme un organisme établi pour la transmission des fonds. Le compte-courant postal, au contraire du compte courant de banque, ne sera alimenté que par des versements directs d'espèces ou des virements de fonds, nullement par des effets de commerce. Il n'y aura là, ni crédit, ni escompte, ni report, ni ordre de bourse, ni encaissement de valeurs commerciales...

L'Etat, du reste, ne retirera aucun bénéfice de ce service de comptes courants postaux, et les taxes qu'il comporte ne sont exigées que pour parer aux dépenses qu'il nécessite. Aussi refuse-t-on d'accorder le moindre intérêt pour l'excédent du crédit sur le débit ou l'avoir net en compte du titulaire, quel qu'en soit le montant et quel que soit le délai pendant lequel ces sommes resteront en dépôt.

Loin de rechercher les capitaux pour lui-même et de vouloir les conserver en dépôt le plus longtemps possible pour s'en servir comme les banquiers, l'Etat se propose, au contraire, de mettre tous ces capitaux dans la circulation pour en faire profiter la collectivité et, surtout, les banques elles-mêmes.

On voit quelles différences profondes existent entre les comptes courants de banque et les comptes courants postaux; et il ne nous semblera pas étrange que des différences analogues s'accusent entre le chèque bancaire et le chèque postal.

Le chèque bancaire, nous savons ce que c'est, nous savons même les formes qu'il doit revêtir. Aussi ne voulons-nous pas reprendre ici les explications que nous avons données plus haut.

Le chèque postal, tel qu'il résulte de la loi du 7 janvier 1918, n'est pas un chèque. La loi de 1865 et les lois subséquentes qui régissent la matière, ne lui sont pas applicables;

il ne donne lieu ni à protêt; ni à aucun recours en cas de non paiement, il ne peut être transmis par endossement, ni négociable.

Comme le dit très bien M. Dupont dans son rapport au Sénat, le chèque bancaire, tel qu'il sort des mains du tireur est un *titre complet* qui se suffit à lui-même. Le chèque postal, au contraire, sauf une exception, n'est pas *par lui-même* un titre pour le bénéficiaire; il ne devient un titre pour celui-ci qu'après avoir été transformé, converti par le service postal en un mandat-carte. Et M. Dupont de nous donner cette définition du chèque postal, dont nous pourrions vérifier l'exactitude tout à l'heure : « Le chèque postal est un ordre donné au service postal de faire payer, par mandat-carte, à une personne désignée, une somme prélevée sur une provision antérieurement constituée. »

En résumé, le chèque postal et le chèque bancaire se ressemblent par la provision seulement et, encore, le défaut de provision n'est-il pas sanctionné de la même manière dans l'un et l'autre cas.

Pour le titulaire d'un compte courant, le défaut de provision entraîne, outre la nullité de l'opération, une amende assez forte et des peines correctionnelles sévères.

Pour le titulaire du chèque postal, le défaut de provision entraîne seulement la nullité de l'opération et..., au plus, la clôture du compte courant.

Après avoir constaté ces différences profondes entre les comptes courants et chèques postaux, et les comptes courants et chèques bancaires, il nous faut bien nous demander quelles ont été les raisons du législateur pour avoir ainsi voulu. Quel but s'est-il proposé, quelle a été sa pensée directrice? C'est ce que nous devons rechercher avant d'aller plus loin.

En instituant, tel qu'il l'a fait, le compte courant et le

chèque postal, le législateur n'a pas eu seulement pour but de réduire la circulation fiduciaire et de remédier à l'insuffisance monétaire, dont nous avons déjà parlé, mais il a voulu encore :

1° Améliorer ses services postaux d'argent, dont l'organisation actuelle, trop vieille, ne répondait plus aux besoins sans cesse accrus.

2° Faire de la Poste la banque de ceux qui n'en avaient pas. Autrefois, et depuis longtemps, la Poste avait pour mission de transporter les personnes, de transporter les dépêches, de transporter l'argent et les valeurs qu'on voulait envoyer. Si la création des chemins de fer lui a fait perdre la première de ces opérations, elle a, par contre, toujours conservé, augmenté et amélioré le service des deux autres.

Si ces services postaux ont pu, à leurs débuts, soulever quelques critiques, si, même à chacune de leurs modifications ou améliorations, ils se sont trouvés en butte à certaines réclamations plus ou moins intéressées, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont aujourd'hui acceptés par tout le monde qui, d'ailleurs, tire profit de cet état de choses.

On ne concevrait pas, on n'admettrait pas, aujourd'hui, le service des Postes sans les perfectionnements qui sont venus l'améliorer et qui ont été réalisés successivement par le mandat poste, le bon de poste, le colis postal, le mandat carte, le mandat carte télégraphique, les valeurs déclarées, les lettres chargées et recommandées, etc.

Le cycle des améliorations du service postal n'est pas terminé, bien au contraire; le service d'argent, toujours plus chargé et compliqué, ne suffit plus aux besoins sans cesse grandissants; il ne s'agit pas de créer une institution nouvelle, avec un personnel nouveau, pour faire des opérations nouvelles et étrangères. Non, il s'agit uniquement de donner de l'extension à un vieil organisme qui ne répond

plus aux nécessités présentes et qu'il faut, d'ailleurs, mettre sans retard, à l'unisson des organismes similaires des pays voisins, avec lesquels nous avons et nous aurons, après la guerre, des relations toujours plus importantes.

Au lieu de faire des envois de fonds par lettre chargée, ou par mandat, ou par bon, qui ont tant d'inconvénients pour l'expéditeur, pour la Poste, comme pour le destinataire, on organise, sur le modèle de l'étranger, qui l'a déjà éprouvé et adopté, un système plus large, plus économique et plus rationnel, qui arrive aux mêmes résultats sans présenter les mêmes désavantages. Sans doute, ce système emprunte quelques opérations élémentaires de banque, comme les virements et les compensations, mais ces opérations, qui ne sont pas d'ailleurs le monopole des banquiers, seront réduites à leur plus simple expression, et pratiquées seulement dans la mesure où elles pourront servir à la transmission des fonds, qui reste toujours, en cette matière, l'unique opération de la Poste.

On voit donc, par ce qui précède, combien le législateur, en votant la loi du 7 janvier 1918, était loin de vouloir établir une banque d'Etat qui eut fait concurrence à l'industrie bancaire privée. Son but essentiel, en créant le chèque postal, était de modifier, en les améliorant, les procédés de transmission de fonds par la poste.

Les procédés jusque là en usage étaient devenus, en effet, tout à fait insuffisants et étaient, par ailleurs, sujets à trop d'inconvénients pour le public, pour la Poste comme pour le Trésor.

Pour le public, qui de nous n'a pas eu à souffrir peu ou prou de ces procédés lents et compliqués. S'agissait-il d'envoyer des fonds par la poste, il fallait aller au guichet, y attendre son tour, quelquefois bien longtemps, déposer la somme, attendre le reçu, le serrer soigneusement pour le cas de perte ou de réclamation, enfin attendre l'avis

de réception des fonds par le destinataire. Que de peine perdu, que de temps perdu, que de formalités ! Sans compter l'usage de la monnaie qu'il fallait toujours manipuler et les risques inhérents à cette manipulation.

Avait-on de l'argent à recevoir, il fallait encore aller au guichet, y attendre encore son tour, donner à l'agent, non seulement son titre, mais encore des pièces d'identité, recevoir enfin la somme due et prévenir l'envoyeur de l'arrivée des fonds. Nous verrons comment la plupart de ces inconvénients seront évités par l'usage du chèque postal.

Pour la Poste : on a calculé que le montant des sommes envoyées chaque année sous forme de mandats-poste, mandats-cartes, bons de poste, atteignait une moyenne de 4 milliards environ, soit plus de 11 millions par jour. Comme tous ces envois de fonds et les paiements qui devaient en être la suite, étaient tous faits à des guichets trop souvent encombrés, il en résultait un excès de travail et de fatigue pour le personnel préposé à ce service.

Toujours pressés, quelquefois débordés, ces agents postaux pouvaient facilement commettre des erreurs, d'autant plus regrettables, qu'ils devaient en supporter les conséquences. Le chèque postal leur rendra le travail plus simple et plus commode.

Pour le Trésor : le Trésor public y trouvera lui aussi son compte. Puisque c'est une moyenne de plus de 11 millions qui sont expédiés chaque jour en France par la Poste, c'est aussi 11 millions par jour en moyenne que cette même Poste doit payer aux divers destinataires. Et, comme tous ces mandats ou bons doivent être payés à vue, l'administration doit donc toujours avoir des sommes considérables à sa disposition, pour faire face à ces paiements. On estime à 40 ou 45 millions les fonds nécessaires, immobilisés, pour assurer ce service. Avec les chèques postaux, ces paiements à vue étant en grande partie supprimés, c'est une partie

correspondante de ces fonds qui pourra ainsi être rendue à la circulation.

Un autre but, que s'était proposé le législateur, en créant le compte courant et chèque postal, avons-nous dit, était, sans soutirer aucun client, ni soustraire aucun capital aux banquiers, de faire de la Poste le banquier de ceux qui n'en ont pas.

La France serait une des nations les mieux pourvues de places bancables; nos grands établissements de crédit ont, en effet, créé des agences (600 environ) dans presque toutes les localités importantes; malgré cela, il existe néanmoins encore un certain nombre de petits centres industriels ou commerciaux qui n'ont aucune banque.

D'autre part, si la banque peut s'établir dans les villes ou les grosses agglomérations, elle ne pourra jamais avoir les moyens suffisants pour étendre son champ d'action jusque dans le fond des campagnes.

Enfin, il y a beaucoup de personnes qui n'ayant que des affaires restreintes, et des sommes peu importantes, n'éprouvent pas le besoin de déposer leurs fonds en banque. Les banquiers, d'ailleurs, ne se soucient pas beaucoup de ces petits clients, ni de leurs dépôts trop modestes. Il en résulte que beaucoup de gens conservent chez eux des capitaux qui se trouvent immobilisés et inemployés.

C'est à ces petites gens surtout, c'est à ces petites bourses et à ces petits capitaux que s'adresse le service des comptes courants et chèques postaux; puisqu'ils sont trop loin de la banque et qu'ils ne peuvent aller à elle, c'est elle qui ira à eux sous la forme du bureau de poste et du facteur qui iront partout, non seulement dans les villages les plus modestes; mais jusque dans les chaumières les plus éloignées.

Sans doute, le service des chèques postaux s'adressera aussi aux gros commerçants et aux grands brasseurs d'affai-

res, mais, pour ceux-là, l'institution ne leur servira plus de banque, mais de simple moyen d'envoi de fonds. Leur compte courant postal ne les empêchera pas, ne les dispensera pas de recourir, comme par le passé, à leur banquier habituel, pour faire leurs opérations financières ou de portefeuille.

Et, loin de souffrir de cette institution, les banques y trouveront leurs bénéfices, non seulement pour les envois de fonds, mais encore, et surtout, par les apports de numéraire et de capitaux que les titulaires de comptes courants postaux ne manqueront pas de leur faire quand leur crédit sera de quelque importance. L'avoir du compte courant postal ne produisant, en effet, aucun intérêt, les titulaires auront bien soin de ne pas le laisser grossir indéfiniment, et donneront l'ordre à l'administration des Postes de le virer à leur compte courant en banque, dès qu'il aura atteint un certain chiffre dépassant leurs disponibilités habituelles.

Tels ont été les buts modestes, mais pratiques, du législateur en votant la loi du 7 janvier 1918, et ses intentions résultent, au surplus, très clairement, des travaux préparatoires.

On avait fait contre l'institution du compte courant et du chèque postal en France, des objections auxquelles nous avons déjà répondu par anticipation par les explications qui précèdent.

On avait dit : cette institution nouvelle ne répond à aucun besoin réel ; le Français est, d'ailleurs, ennemi de toute innovation, il continuera de se servir du mandat-carte ou du mandat-poste. D'autre part, prétendait-on, il est à craindre que le solde des comptes courants postaux s'accumule dans les caisses de l'Etat, au lieu d'aller alimenter l'industrie et le commerce, et quand viendra une crise financière, l'Etat ne pourra plus rembourser.

On sait déjà combien ces critiques intéressées sont dé-

nuées de tout fondement, et quant à dire que le public français n'adoptera pas le chèque postal, l'expérience de quelques mois a répondu d'une façon catégorique. Nous verrons tout à l'heure que l'institution des comptes courants et chèques postaux, dont le fonctionnement remonte au 1^{er} juillet 1918 seulement, avait donné, dès le mois de novembre, des résultats inespérés et imprévus. Sans doute, ces résultats ont été inférieurs à ceux obtenus dans les pays voisins, qui l'ont adopté avant nous, mais cela tient moins, selon nous, aux prétendues dispositions réfractaires des Français qu'à des lacunes et des inconvénients de notre chèque postal, sur lesquels nous nous expliquerons plus loin.

Enfin, et c'est là aussi une considération qui a son importance, et qui n'a pas échappé au législateur, lorsque le chèque postal sera connu, répandu et adopté, le chèque bancaire ne tardera pas à l'être de son côté. L'un favorisera l'autre et lui fera faire son chemin pour le plus grand bien de notre organisation économique tout entière.

*Etude critique des textes de la loi et du décret
du 7 janvier 1918*

Pour la clarté de l'exposition, nous étudierons en même temps les articles de la loi et les diverses dispositions du décret qui s'y réfèrent, soit pour les expliquer, soit pour les compléter.

Article 1^{er} de la loi. — *Il est institué, sous l'autorité du ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes, un service de comptes courants et de chèques postaux dont la gestion est confiée à l'administration des Postes et des Télégraphes.*

Cette disposition de l'article 1^{er} est inexacte pour deux raisons : la première, parce que la loi du 7 janvier 1918 n'a pas institué le compte courant postal, pour l'excellent

motif qu'il existait déjà depuis longtemps. M. Chastenet et les deux rapporteurs de la loi à la Chambre et au Sénat n'ont pas manqué, d'ailleurs, de le faire remarquer. En effet, une loi du 5 avril 1879 sur le recouvrement des valeurs par la Poste, autorise l'administration à remplacer le mandat-poste de recouvrement : « par l'ouverture de comptes courants au débit desquels figurera un droit égal à celui qui aurait été perçu par la délivrance des mandats. » Sans doute cette loi est restée lettre morte, mais, enfin, elle existait.

La seconde raison, c'est que la loi du 7 janvier 1918 n'a pas institué le chèque postal, puisqu'il n'y a pas chèque à proprement parler. De sorte que, pour réaliser la réforme actuelle, l'administration n'avait pas besoin d'une loi nouvelle. A la rigueur, celle de 1879 lui permettait de le faire et lui aurait suffi en y ajoutant un décret pour en prescrire l'application et en régler les détails de fonctionnement.

Il me souvient, à ce propos, de la parole que me disait un jour un vieux magistrat : « Nos législateurs pourraient se dispenser de faire des lois nouvelles. Il leur suffirait de rechercher celles qui existent et d'en demander l'application. » Cette parole contient, sans doute, un peu d'exagération, mais certainement, aussi, une grande part de vérité ; j'en trouve la preuve ici, une fois de plus.

Article 1^{er} du décret. — *Le service des comptes courants et chèques postaux, créé par la loi du 7 janvier 1918 est rattaché au ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes, et prend le titre de « Service des chèques postaux ».*

M. Chastenet avait proposé, dans son projet, que le service des comptes courants et chèques postaux fut confié à la Caisse d'épargne postale comme cela avait été fait en Autriche et en Hongrie, mais son avis n'a pas prévalu. Le législateur a estimé qu'on devait laisser la Caisse d'épargne

à son service spécial de prévoyance. Peut-être, aussi, a-t-on craint de voir la Caisse d'épargne postale prendre un trop grand développement au détriment des banques, si on lui avait confié la gestion du service des chèques postaux.

Article 2 de la loi. — *Le service organisé et dirigé par l'administration centrale des Postes et des Télégraphes est assuré par des bureaux régionaux qui ont pour fonctions de tenir les comptes courants de chèques postaux.*

Les bureaux régionaux sont établis dans les villes désignées par décret.

A cet article de la loi correspondent les articles 2, 3 et 4 du décret.

* Article 2 du décret. — *Tous les bureaux de poste de plein exercice de la France continentale, de la Corse, de la principauté de Monaco, participent aux opérations du service des chèques postaux.*

Les établissements secondaires de poste et les bureaux situés en dehors de la métropole peuvent également participer à ces opérations dans les conditions et dans les limites fixées par arrêtés du ministre des Postes et des Télégraphes.

Article 3 du décret. — *Les receveurs des Postes encaissent les sommes versées au crédit des comptes courants postaux et ils effectuent les paiements préalablement autorisés par les bureaux détenteurs des comptes courants.*

Article 4 du décret. — *Les comptes courants individuels sont tenus par des bureaux spéciaux, dits bureaux de chèques postaux. Des décrets rendus sur le rapport du ministre des Postes et des Télégraphes désignent les villes où sont institués des bureaux de chèques postaux.*

Ces dispositions définissent les rôles respectifs de l'ad-

ministration centrale, des bureaux régionaux et des bureaux de poste.

D'abord, à Paris, une administration centrale qui aura la haute direction, sous le contrôle du ministre. C'est là que seront rédigées les instructions générales et portées les difficultés principales à résoudre.

En second lieu, dans les principales villes de France, seront établis, par voie de décret, des bureaux de chèques où seront tenus les comptes courants. C'est dans ces bureaux régionaux que seront convertis en mandats de paiement ou de virement les divers ordres ou chèques que les titulaires leur adresseront, et qu'ils auront la mission de faire exécuter.

Enfin, tous les bureaux de poste recevront les versements aux comptes courants qu'ils adresseront aux bureaux régionaux; ils assureront, en outre, les paiements que ces bureaux leur prescriront en leur adressant tous les mandats pour ce faire.

C'est donc le système de la décentralisation que nous avons adopté en France, au contraire de ce qui a été établi en Suisse, en Belgique, en Autriche et en Hongrie. Pour ces pays, moins étendus que le nôtre, la centralisation peut se concevoir et donner de bons résultats, mais, chez nous, ce système eut été impraticable et, en tous cas, très compliqué et plein d'inconvénients. Surtout si, comme on peut l'espérer, l'institution du chèque postal se développe comme les débuts nous le promettent.

Un seul établissement à Paris pour assurer tout ce service devrait avoir des proportions gigantesques et ne pourrait pas, d'ailleurs, à cause de l'éloignement de certaines régions et les lenteurs des communications, fonctionner avec toute la régularité et la rapidité désirables.

Au 1^{er} juillet 1918, date à laquelle le service des chèques postaux a été inauguré, l'administration a ouvert six bureaux régionaux de chèques postaux à Paris, Lyon,

Marseille, Bordeaux, Nantes et Clermont-Ferrand ; cinq autres bureaux ont été créé depuis le 1^{er} décembre : à Toulouse, Rouen, Dijon, Nancy et Lille.

Les résultats obtenus sont des plus satisfaisants et les prévisions ont été largement dépassées. En effet, au moment de la confection de la loi, on escomptait l'ouverture de 6.000 comptes courants postaux, après six mois de fonctionnement. Or, ce chiffre a presque doublé.

Article 3 de la loi. — *Peuvent se faire ouvrir des comptes courants, toute personne, association, société, maison de commerce et tout groupement de fait ou de droit dont la demande a été agréée par l'administration.*

Les personnes et les collectivités désignées à l'alinéa précédent, qui ont été admises à se faire ouvrir des comptes courants, effectuent un dépôt de garantie, dont le montant est fixé par le décret prévu à l'article 9.

Des décrets spéciaux déterminent dans quelles conditions des comptes courants peuvent être ouverts à l'Etat, aux personnes morales, administratives et aux services publics.

Le premier alinéa de cet article indique les personnes, les collectivités qui peuvent se faire ouvrir un compte. La loi est aussi large que possible et, en cela, en parfaite harmonie avec les législations étrangères, qui se sont montrées également très libérales.

Les deux conditions auxquelles sont subordonnées les ouvertures de comptes courants sont, d'une part, le versement d'un dépôt de garantie et, d'autre part, l'agrément de l'administration. Le paragraphe 3 de l'article 3 décide, en outre, que l'Etat, les personnes administratives et les services publics pourront, sous certaines conditions déterminées par décret, se faire ouvrir des comptes courants.

Se basant sur cette disposition de la loi, les départements des Finances et des Postes se sont mis d'accord pour faire ouvrir des comptes courants postaux à tous les comptables publics et aux régies financières, pour organiser le paiement des dépenses de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, par virements aux comptes courants postaux. L'on prévoit, de ce chef, l'ouverture de 25 à 30.000 comptes courants nouveaux.

L'article 3, paragraphe 1^{er}, stipule qu'il ne sera ouvert de compte courant qu'aux personnes dont la demande aura été agréée par l'administration.

Les législations étrangères ont aussi pris cette précaution qui, en aucun cas, ne devrait être abusive ou arbitraire; l'administration a d'ailleurs promis d'apporter dans cette occasion la plus grande discrétion et la plus rigoureuse impartialité. Du reste, le bureau de chèques ne pourrait lui-même refuser une demande d'ouverture de compte; seule, l'administration centrale aurait ce pouvoir.

L'article 6 du décret indique les formalités à remplir pour faire la demande de compte courant.

Cette demande doit être déposée ou envoyée par l'impétrant au bureau de poste de sa résidence; elle peut, d'ailleurs, être remise au facteur en cours de tournée; elle doit contenir les nom, prénom, profession et adresse du demandeur, la désignation du bureau de chèques par lequel doit être tenu le compte, l'indication de la personne ou des personnes autorisées par lui à signer les chèques qui seront tirés au débit de son compte. Elle énonce, en outre, le nombre de formules et de carnets de chèques demandés.

Comme un particulier peut se faire ouvrir deux ou plusieurs comptes, l'un, par exemple, pour sa maison de commerce, l'autre, pour son compte privé, il devra faire, dans ce cas, autant de demandes qu'il voudra se faire ouvrir de comptes, et fournir autant de dépôts de garantie.

Le bureau de chèques à qui a été transmis la demande notifie à l'intéressé qu'elle a été agréée ; elle lui donne, en même temps, le numéro de son compte et lui adresse les formules et les carnets de chèques demandés, ainsi que deux cartes destinées à recevoir un spécimen de sa signature et de celles des personnes qui seront autorisées à signer les chèques pour lui. Ces cartes doivent être renvoyées immédiatement après avoir été remplies au bureau de chèques détenteur du compte.

Quand il a reçu notification de l'agrément de sa demande et de l'ouverture de son compte, le titulaire doit verser le dépôt de garantie de 50 francs destiné à assurer le recouvrement des taxes et le coût des formules.

Faute d'avoir constitué ce dépôt, dans le délai d'un mois, sa demande serait considérée comme nulle et non avenue.

Les articles 4 et 5 de la loi, ainsi que les articles 9 à 20, 23, 27, 31 et 32, ont trait aux diverses opérations auxquelles peut donner lieu le chèque postal et aux taxes qui lui sont applicables.

Ces opérations sont de trois sortes : les encaissements, les paiements et les virements.

1° Les encaissements. Si le titulaire d'un compte postal est créancier de plusieurs personnes, il prie ses débiteurs de verser à la Poste, à son compte, les sommes qu'elles lui doivent. A cet effet, il leur fait connaître, par lettre ou sur ses factures, le numéro de son compte postal, et les versements peuvent être faits dans n'importe quel bureau de poste, et même au facteur en tournée. Le titulaire du compte est avisé chaque fois de ces versements faits à son profit.

2° Virements. Lorsque le titulaire d'un compte postal est en relation d'affaires avec des personnes qui sont elles-mêmes titulaires d'un compte postal également, il n'a plus

alors qu'à leur recommander de faire opérer un virement de leur compte à l'actif du sien, ou vice-versa.

3° Paiements. Lorsque le titulaire d'un compte postal a des paiements à faire à des créanciers qui ne sont pas, eux-mêmes, titulaires d'un compte courant, il y a alors une distinction à faire :

Où ces créanciers demeurent au siège du bureau de chèques, ou ils demeurent dans une autre localité.

Dans le premier cas, le titulaire du compte remet à son créancier un chèque nominatif que celui-ci peut encaisser en se présentant au bureau de poste désigné.

Dans le second cas, le titulaire du compte adresse à son bureau de chèques un ordre de faire payer, par la Poste, telle somme, à telle personne désignée, habitant à tel endroit.

Il y a lieu d'ajouter encore deux sortes d'opérations qui sont les versements et les retraits faits par le titulaire lui-même sur son propre compte.

Toutes ces opérations sont faites à l'aide de formules dont la rédaction et la couleur même sont différentes pour éviter les erreurs et simplifier le travail.

Comme tout autre compte courant, le compte courant postal est constitué par un crédit et un débit.

Le crédit est constitué et alimenté par :

a) Le montant du dépôt de garantie qui doit toujours rester intact ;

b) Les versements que le titulaire fait personnellement à son compte ;

c) Les paiements effectués par les tiers à son profit, soit par mandats-cartes ou mandats-poste, ou versements à la Poste ;

d) Les virements des sommes provenant d'autres comptes courants postaux.

Les versements au crédit de comptes courants postaux

peuvent être effectués, soit par des tiers, soit par le titulaire lui-même dans tous les bureaux de poste, recettes et distributions auxiliaires ; leur montant n'est soumis à aucune limitation, sauf ceux faits entre les mains des facteurs en tournée, qui ne peuvent dépasser mille francs et ceux opérés dans les recettes auxiliaires dont le chiffre ne peut dépasser 300 francs.

Les versements faits par des tiers, au moyen des mandats-cartes, peuvent être accompagnés d'une correspondance à l'adresse du bénéficiaire, inscrite au verso du coupon, qui sera transmis à ce dernier par le bureau de chèques, à titre d'avis de crédit.

Lorsque le mandat-carte de versement contient des lacunes, des erreurs ou des irrégularités, ou bien que le compte pour lequel il est indiqué n'existe pas, ou n'existe plus, l'administration le renvoie au bureau d'origine pour être, ou complété par la partie versante, ou pour lui être remboursé, suivant le cas.

Le titulaire d'un compte courant postal peut demander, par écrit, et une fois pour toutes, au bureau de poste de sa résidence, que tous les mandats émis à son nom et qui devraient lui être payés à domicile, soient envoyés au bureau de chèques pour être portés à son crédit. Il ne lui est plus, alors, payé à domicile, que les mandats-cartes représentant le montant des chèques nominatifs, émis par lui-même, à son nom personnel.

Il peut, en outre, faire inscrire à son crédit le montant des mandats-poste ordinaires de toute origine, et des bons de poste français qui lui parviennent sous pli fermé ; il lui suffit, pour cela, ou de les adresser directement au bureau de chèques, ou de les déposer au guichet d'un bureau de poste avec un mandat de versement. Dans ces deux cas, l'envoi ou le dépôt de ces mandats ou bons de poste doit être accompagné d'un bordereau où sont énumérés ces bons

et mandats. Les coupons des mandats-cartes ordinaires et internationaux, tout comme ceux des mandats de versement du service des chèques postaux, sont transmis aux titulaires après que le montant des titres a été porté à leur compte. Ces coupons leur tiennent lieu d'avis de crédit.

Au débit des comptes courants postaux sont inscrits :

a) Les retraits opérés directement par le titulaire pour son propre compte ; — *b)* Les paiements faits sur son ordre à des tiers ; — *c)* Les virements opérés également sur son ordre, de son compte au profit d'autres comptes courants postaux ; — *d)* Les taxes et autres redevances mises à la charge du titulaire.

Sauf pour les taxes et redevances qui sont recouvrées d'office par l'administration et garanties, d'ailleurs, par un dépôt spécial, les comptes courants postaux sont débités sur le vu de chèques qui sont détachés de carnets fournis aux titulaires de comptes par les soins du service et sur la demande des intéressés.

Ces chèques portent différentes dénominations suivant les différentes opérations qu'ils ont pour but d'effectuer.

1^{re} Chèques nominatifs, quand ils sont émis par le titulaire du compte à son profit ;

2^e Chèques d'assignation, quand le montant doit en être payé en espèces à une autre personne ;

3^e Chèques de virement, lorsque leur montant doit être inscrit au crédit d'un autre compte courant postal.

Ces différents chèques, qui n'ont guère, nous l'avons vu, de cheques que le nom, obéissent à certaines règles dont les unes, générales, s'appliquent aux trois sortes de chèques et les autres spéciales à chacune d'elles.

Règles générales applicables aux chèques postaux

Les chèques postaux doivent être établis d'une manière

très lisible et à l'encre, soit à la main, soit à la machine à écrire; il importe essentiellement de ne pas omettre d'énoncer, en toutes lettres et en chiffres, la somme à payer ou à virer, d'indiquer le lieu et la date d'émission, de signer le chèque, et de porter le nom et l'adresse du bénéficiaire.

Le chèque qui parviendrait au bureau détenteur du compte courant, sans l'indication suffisante de la partie prenante, serait renvoyé au tireur.

La signature doit être de la main du tireur ou de son fondé de pouvoir autorisé et conforme au spécimen fourni au bureau de chèques. L'emploi de griffes ou cachets reproduisant l'empreinte de cette signature est absolument interdit.

Il ne sera donné aucune suite aux chèques présentant des ratures, surcharges ou grattages, même approuvés. Lorsqu'une erreur a été commise dans la rédaction d'un chèque, la formule doit être annulée et détruite immédiatement, dans l'intérêt même du titulaire.

Aucun chèque ne doit être tiré pour une somme supérieure à l'avoir net du compte à débiter, déduction faite du dépôt de garantie. En cas d'infraction de cette règle, il ne serait pas donné suite au chèque. L'administration se réserve le droit de prononcer d'office la clôture du compte d'un titulaire qui enfreindrait cette prescription.

Le chèque postal, non suivi d'effet pour une cause quelconque, ne peut donner lieu à protêt; il est renvoyé au tireur avec toutes explications utiles.

Le délai de validité du chèque postal est uniformément de dix jours. Ce délai court de la date d'émission, inclusivement, jusque et y compris la date à laquelle le chèque parvient au bureau de chèques. Au regard de l'administration, le chèque périmé est nul et de nul effet, il est renvoyé au titulaire du compte qui l'a émis.

La responsabilité d'un faux paiement, résultant d'indications inexactes ou incomplètes, incombe au tireur.

Le titulaire d'un compte est seul responsable des conséquences résultant de l'emploi abusif, de la perte ou de la disparition des formules qui lui ont été remises par l'administration.

Règles spéciales à chacun des chèques postaux

1° Règles spéciales pour chèques nominatifs

Les chèques nominatifs, c'est-à-dire ceux que les titulaires de compte émettent à leur profit, sont des chèques verts. Ils ne peuvent dépasser la somme de cent mille francs et, d'autre part, lorsqu'ils sont émis pour une somme supérieure à dix mille francs, ils doivent faire l'objet, de la part du tireur, d'un préavis adressé par écrit quarante-huit heures d'avance, au bureau de chèques, qui en avisera le bureau de poste chargé du paiement. Ce défaut de préavis n'aurait, d'ailleurs, d'autre conséquence qu'un délai de même durée accordé à l'administration pour effectuer le paiement de ces chèques.

Chaque formule de chèque nominatif comporte deux faces : un recto et un verso ; chacune de ces faces comprend trois parties qui sont, pour le recto :

a) La souche qui doit rester au talon du carnet entre les mains du tireur ;

b) Le coupon qui est remis au bénéficiaire, en l'espèce au tireur lui-même, à qui il revient ;

c) Le chèque proprement dit, qui doit contenir la somme à payer et la mention « moi-même ».

Pour le verso :

a) La souche comme pour le recto ;

b) L'envers du coupon ;

c) Le mandat-carte qui n'est autre chose que le chèque transformé.

2^o Règles spéciales aux chèques d'assignation

Les chèques d'assignation, c'est-à-dire ceux qui doivent être payés en espèces, à d'autres personnes que le tireur, sont aussi des chèques verts, extraits du même carnet que les précédents et, comme eux, soumis aux mêmes règles en ce qui concerne la somme de cent mille francs qu'ils ne peuvent dépasser, et l'obligation d'un préavis quand ils sont d'une somme supérieure à dix mille francs.

Comme le précédent également, le chèque d'assignation comporte deux faces, recto et verso. Chacune de ces faces comprenant aussi trois parties. Ces chèques d'assignation sont aussi, d'ailleurs et nécessairement, des chèques nominatifs, sinon par eux-mêmes au moins par les mandats dont ils doivent être accompagnés.

Ces chèques de paiement sont de même et toujours transformés en mandats-cartes qui deviennent valables après qu'ils ont été revêtus du visa spécial par le bureau de chèques.

Quand le chèque d'assignation doit être payé à un seul bénéficiaire, le tireur doit inscrire au verso du chèque le nom et l'adresse de ce dernier.

Quand, au contraire, le titulaire du compte désire par un seul chèque ordonner des paiements au nom de plusieurs personnes, il porte, au recto du chèque, le montant total des différentes sommes à payer et, au verso, la mention *mandats et bordereau joints*. Il établit, dans ce cas, au nom de chacun des bénéficiaires, un mandat-carte; tous ces mandats sont ensuite énumérés sur un bordereau récapitulatif; ce bordereau est signé par le tireur; son total doit correspondre exactement au montant du chèque; il ne peut, comme celui-ci, dépasser cent mille francs.

Si le montant de chaque mandat-carte peut atteindre cent mille francs, lorsque le paiement en doit être fait par

un bureau de poste de plein exercice, il est, par contre, limité à cinq mille francs, lorsqu'il est payable par un établissement de facteur receveur.

Les mandats-cartes de paiement sont exempts de taxes de factage de 0 fr. 10 et le tireur peut néanmoins y porter une correspondance à l'adresse du bénéficiaire. Cette correspondance est écrite au verso du coupon du chèque en cas d'assignation unique, et sur le coupon de chaque mandat-carte quand il s'agit d'assignations multiples.

Les chèques de paiement, après avoir été remplis et détachés de la souche du carnet peuvent, ou bien être adressés directement au bureau de chèques détenteur du compte, ou être remis de la main à la main par le tireur aux bénéficiaires qui n'auront qu'à se présenter à ce même bureau pour se faire payer. Mais, lorsque les chèques ne doivent pas être payés au bureau de chèques, ce bureau, après avoir vérifié l'authenticité du chèque, la régularité des mandats et... l'avoir du compte, débite le titulaire du montant des chèques et des mandats reçus, les vise et les envoie aux divers bureaux de poste qu'il charge de les payer aux destinataires. Ces mandats peuvent être payés à domicile par les facteurs, s'ils ne sont pas supérieurs à mille francs. Dans le cas contraire, la partie prenante est invitée à venir au bureau de poste pour en toucher le montant.

De même que les mandats-cartes ordinaires, les mandats-cartes des services des chèques postaux font l'objet d'une seconde présentation, lorsque le bénéficiaire n'a pas été rencontré à son domicile.

Si le paiement n'a pu avoir lieu, les mandats sont conservés en instance au bureau de poste jusqu'à ce que l'intéressé, dûment avisé, en réclame le paiement au guichet, ou que le délai de validité, fixé à deux mois, soit expiré.

Faute de paiement dans ce délai, le montant en est réinscrit au crédit du tireur.

Lorsque le tireur désire que le montant d'un chèque soit payé au moyen d'un mandat télégraphique, il doit en faire mention sur son chèque par ces mots : « Paiement par télégraphe », qu'il porte en travers du recto de la formule et en caractères très apparents et qu'il contresigne. Il est alors taxé comme un mandat télégraphique ordinaire.

3° Règles spéciales aux chèques de virement

Le chèque de virement est bleu ; le titulaire d'un compte courant postal doit s'en servir quand il veut transférer une somme de son compte au crédit d'un autre titulaire de compte courant postal.

Comme les deux précédents, le chèque de virement comporte deux faces, un recto et un verso, et chacune de ces faces présente également trois parties.

Ces chèques bleus sont, comme les verts, envoyés directement, sous enveloppe non affranchie, au bureau des chèques postaux qui débite le compte du tireur du montant du chèque et crédite d'autant celui du bénéficiaire. Le premier est avisé de l'opération par l'envoi d'un avis de débit, et le second reçoit le talon du chèque sur lequel il a pu être inscrit de la correspondance à son adresse.

Le titulaire a la faculté de faire, au moyen d'un seul chèque, des virements au crédit de plusieurs autres titulaires. Dans ce cas, il remplit des formules d'avis de crédit qui lui sont donnés à cet effet par l'administration, et au verso desquelles il peut également inscrire une correspondance à l'adresse du bénéficiaire de chaque virement. Ces avis sont ensuite envoyés aux bénéficiaires pour les prévenir de l'inscription faite au crédit de leur compte.

Lorsque le titulaire fait plusieurs virements par un même chèque, il doit établir un bordereau qui est joint au chèque et qui donne le détail de tous les virements à faire. Le

montant du chèque de virement individuel ou multiple n'est soumis à aucune limitation.

Outre ces chèques bleus et verts, il existe en outre des carnets de chèques rouges. Ceux-ci doivent être employés par le titulaire quand il veut effectuer des versements personnels au profit de son compte au bureau de poste de son domicile. Il bénéficie alors d'une réduction de taxe.

Les taxes sur les opérations effectuées dans le service des chèques postaux sont fixées, savoir :

Pour les versements opérés par le titulaire à son propre compte, et au bureau de poste de son domicile, au moyen de chèques rouges, 0 fr. 10 par opération, quel qu'en soit le chiffre. Pour les versements opérés par le titulaire à son propre compte, mais dans un autre bureau de poste que celui de son domicile, il est perçu les droits ordinaires de mandats-cartes, déduction faite de la taxe de factage.

Pour les versements en espèces par des tiers, et quel que soit le bureau, il est perçu également les droits ordinaires des mandats-cartes. La taxe de factage, aussi, exceptée.

Ces droits sont de 0.10 centimes jusqu'à 5 fr.

0.15 au dessus de	5 fr.	—	10
0.20	—	10	— 15
0.25	—	15	— 20
0.35	—	20	— 50
0.60	—	50	— 100
0.85	—	100	— 300
1.10	—	300	— 500
1.45	—	500	— 1.000
1.70	—	1.000	— 1.500

et ainsi de suite, en ajoutant 0.25 par cinq cents francs ou fraction de cinq cents francs.

J'ai tenu à donner ce petit tableau pour montrer combien ces taxes sont élevées.

En ce qui concerne les paiements, il faut distinguer s'ils

sont faits au titulaire lui-même au moyen de chèques nominatifs ou à des tiers.

Dans le premier cas, l'opération est taxée à 0.10 quels que soient la somme et le lieu du paiement ; dans le second cas, l'opération donne lieu à la perception des frais des mandats ordinaires, moins la taxe de factage.

Quand aux virements, quel qu'en soit le montant, il ne donnent lieu qu'à une perception de taxe unique de 0.10. Mais, en cas de virements multiples, ordonnés par un même chèque, cette taxe est appliquée à chacun de ces virements.

Article 6 de la loi. — *Le chèque postal n'est pas soumis à la loi du 14 juin 1865 et autres dispositions concernant le chèque ordinaire.*

Lors de la discussion de la loi, M. Chastenet avait soutenu que cet article était tout à fait inutile et superfétatoire, et partant nuisible, car, en matière législative : *quod abundat citiat*. En effet, disait-il : « Puisque le chèque postal n'est pas un chèque, pas n'est besoin de décider et de dire que les règles du chèque ne lui sont pas applicables. »

Sans doute, mais le législateur n'en a pas moins maintenu l'article 6. Il a estimé que si le chèque postal, acte plutôt administratif, n'était pas un véritable chèque, il en avait cependant les apparences, dans certains cas, et comme rien n'est trompeur et dangereux comme les apparences juridiques, pour faire naître des difficultés et des procès, le législateur a voulu prévenir cet inconvénient, tuer dans l'œuf toutes les procédures qui n'auraient pas manqué de surgir à l'ombre de ces apparences trompeuses. Je crois qu'il a bien fait. J'ai dit que, dans certains cas, les opérations relatives aux comptes courants postaux présentaient les apparences des chèques ; je dois, en effet, faire remarquer que parmi ces opérations, les unes se font au moyen d'actes dits chèques postaux et les autres par des actes où il n'apparaît rien du chèque, ni le nom, ni la chose.

Nous avons vu que ces opérations se réduisaient à cinq.

1° Versements faits par le titulaire lui-même à son propre compte ;

2° Versements faits par des tiers, non titulaires de compte, au profit d'un titulaire ;

3° Retraits faits par le titulaire à son profit ;

4° Retraits faits par le titulaire au profit de tiers non titulaires d'un compte ;

5° Virements de compte à compte.

Nous avons vu, d'autre part, que l'administration délivrait aux titulaires de comptes trois sortes de carnets de chèques ;

1° Les chèques rouges, à l'aide desquels le titulaire fait les versements à son propre compte au bureau de poste de sa résidence ;

2° Les chèques verts, à l'aide desquels il peut, soit faire des retraits à son profit personnel, soit faire effectuer des paiements à des tiers non titulaires de compte ;

3° Des chèques bleus, qui servent aux virements de compte à compte.

Il résulte qu'il y a donc un certain nombre d'opérations dans lesquelles n'apparaît rien du chèque, ni le mot, ni la chose. Ces opérations sont :

1° Les versements faits par le titulaire à son profit à un autre bureau que celui de sa résidence ;

2° Les versements faits par des tiers non titulaires de compte au profit d'un titulaire de compte. Ces opérations sont faites à l'aide de mandats-cartes d'une forme spéciale, mais qui n'en sont pas moins de simples mandats-cartes ordinaires.

Pour les autres opérations, on emploie des formules que l'administration appelle « des chèques » mais qui, en réalité, n'en sont pas.

1° Les chèques bleus ne sont que des ordres purs et

simples donnés par le titulaire à l'administration de distraire une somme de son compte au profit d'un autre compte ;

2° Les chèques rouges, ne sont encore que des ordres purs et simples donnés par le titulaire à l'administration de recevoir une certaine somme qu'il lui dépose à son à bureau de poste pour être portée au crédit de son compte ;

3° Quant aux chèques verts, ils ont un double objet ; ils servent, soit pour opérer des retraits au profit du titulaire lui-même, soit à faire des paiements à des tiers.

Dans le premier cas, le chèque n'est qu'un reçu consécutif à l'ordre donné et exécuté et dont il est la preuve et le moyen.

Dans le second cas, quand il s'agit de faire des paiements à des tiers non titulaires de compte, il faut distinguer, suivant que ceux-ci habitent la ville où est tenu le compte, ou dans une autre ville.

Dans la deuxième hypothèse, le titulaire du compte envoie à son bureau de chèques un ordre de paiement avec les nom et adresse du bénéficiaire. Cet ordre est transformé en mandat-carte qui est payé à domicile, ou à la poste. Dans la première hypothèse, le titulaire du compte adresse à son créancier un chèque que celui-ci pourra encaisser en se présentant au guichet de la poste désigné sur le chèque.

Ainsi donc, de toutes les opérations que comporte le compte courant postal, il en est qu'une seule (cette dernière) qui ressemble à un chèque et, encore, ce chèque ne peut-il ni être endossé ni être protesté.

M. Chastenot n'avait donc pas tort quand il disait que la loi du 7 janvier 1918 avait usurpé son titre, qu'elle n'avait du chèque postal que le nom, mais non pas la chose.

L'article 6 de la loi et l'article 33 du décret établissent la responsabilité de l'administration des Postes et en fixent les limites. La responsabilité de l'administration des Postes

est très ancienne ; elle a été consacrée par l'article 37 du décret des 27 et 30 juillet 1793 où il est dit que « la Régie est responsable de la totalité de la somme en valeur chargée ». A cette époque, la Poste effectuait réellement le transport matériel des fonds.

En 1817, la création du mandat-poste supprima ce transport matériel des espèces, mais la responsabilité de l'administration resta la même, quant au montant nominal de la somme. Cela est très juste et on ne concevrait pas qu'il en put être autrement ; cette responsabilité est, d'ailleurs, admise et reconnue dans toutes les législations étrangères. Toutefois, en France comme partout ailleurs, cette responsabilité a ses limites. En l'espèce, l'administration est responsable :

1° Des sommes qu'elle reçoit, soit pour être virées, soit pour être payées, soit pour être portées en compte ;

2° De l'exécution régulières des ordres reçus ; elle ne peut, ni ne doit virer, créditer ou débiter, ou payer sans ordre, ou d'une manière non conforme à l'ordre donné. Cela est évident.

Mais la loi décharge l'administration de toute responsabilité dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il ne s'agit plus de l'exécution proprement dite des ordres reçus, mais du retard dans cette exécution. L'administration n'a jamais voulu accepter cette responsabilité résultant du retard, non seulement en cette matière, mais aussi en matière de transport des lettres, des dépêches télégraphiques ou même des services téléphoniques. On sait à quels abus, à quels scandales parfois, cette exemption de responsabilité a donné lieu dans maintes occasions et les préjudices considérables qui ont pu en résulter trop souvent. Aussi je voudrais, pour ma part, que le législateur intervint pour fixer à l'administration des Postes, en matière des chèques postaux comme pour tous les autres

services, un délai suffisant pour l'exécution des obligations qu'elle a contractées et que, passé ce délai, sa responsabilité fut reconnue dans les termes du droit commun.

2° L'administration est, en outre, déchargée de toute responsabilité lorsqu'elle n'aura pas été informée des modifications survenues dans la condition civile ou la situation légale d'un titulaire de compte courant. Cela est très juste; dans ce cas, l'administration ne serait pas en faute et ne pourrait être inquiétée.

3° Il en serait de même si elle avait fait un faux paiement sur des indications inexactes ou incomplètes.

4° De même, encore, le titulaire d'un compte serait seul responsable des conséquences résultant de l'emploi abusif de la perte ou de la disparition des formules ou carnets qui lui ont été remis par l'administration. Dans ce cas, la faute est du côté du titulaire et non de l'administration, qui ne peut être comptable des faits d'autrui.

5° Enfin, la loi décharge l'administration de toute responsabilité au sujet des réclamations portant sur des opérations remontant à plus de trois ans de date.

Une loi du 30 juillet 1913, art. 24, avait fixé à trois ans ou à un an du jour du versement des fonds, la prescription des mandats-poste, suivant que les titres étaient produits ou non. La loi du 7 janvier 1918 a fixé à trois ans le délai de prescription pour toutes les opérations relatives aux chèques postaux, sans faire aucune distinction comme pour les mandats-poste.

L'article 8 de la loi et l'article 44 du décret consacrent et fixent les conditions d'une autre prescription que voici. Il y est stipulé que sera acquis, au Trésor public, le solde de tout compte courant sur lequel aucune opération n'aura été faite depuis dix ans; mais, trois mois au plus tard avant l'échéance du délai de cette prescription décennale, le service des chèques postaux sera tenu d'aviser, par lettre

recommandée, les titulaires de comptes ou leurs ayants droits, de la déchéance qu'ils vont encourir. Cet avis sera adressé au domicile indiqué dans les actes et pièces qui se trouveront en la possession du service des comptes courants, ou, à défaut de domicile connu, au Parquet du Procureur de la République du lieu où sera tenu le compte.

Cette prescription ne sera donc pas acquise par le seul fait qu'il s'est passé dix ans sans opération sur le compte, mais il faudra encore un préavis pour l'accomplissement de cette prescription.

Enfin, l'article 9 de la loi prévoit le décret qui déterminera les conditions de fonctionnement du service des comptes courants et chèques postaux, ainsi que les redevances pour prestations diverses et les mesures d'ordre général destinées à assurer l'exécution de la loi.

Nous avons déjà vu, en étudiant les articles de la loi, certaines des dispositions de ce décret auxquelles elles pouvaient être rattachées; ils en reste quelques autres d'importance secondaire relatives aux avis de crédit et de débit, aux transferts ou clôtures de comptes courants, aux listes de titulaires de compte, à l'exonération de la taxe dans certains cas, aux saisies arrêts et oppositions sur les sommes déposées en compte courant, aux remboursements des comptes en cas de décès des titulaires.

Un mot suffira sur chacune de ces dispositions qui ne présentent, du reste, aucune difficulté pratique ou théorique sérieuse.

1° *Avis de crédit et de débit.* — A la clôture de chaque journée, au cours de laquelle des opérations ont été portées au crédit ou au débit d'un compte courant, le bureau de chèques adresse au titulaire le relevé complet des ces opérations. Il est joint à ce relevé les coupons des mandats-cartes de versement et les avis notificatifs des virements passés au crédit de son compte. Avis lui est également

donné du montant des chèques portés chaque jour au débit de son compte.

D'autre part, le titulaire reçoit gratuitement, à la fin de chaque quinzaine, notification de l'avoir net figurant à son compte.

Indépendamment de ces communications, le titulaire d'un compte courant peut demander à être informé par des avis hebdomadaires, ou bi-hebdomadaires, ou même quotidiens, de l'avoir net porté à son compte. Ces communications supplémentaires donnent lieu aux redevances mensuelles suivantes :

0.25 pour l'avis hebdomadaire ;

0.75 pour l'avis bi-hebdomadaire ;

2.50 pour l'avis quotidien.

Enfin, le titulaire d'un compte courant peut toujours demander qu'il lui soit donné notification du solde de son compte, à une date déterminée, et ce moyennant une redevance de 0.25, ou la copie de son compte pendant une certaine période contre une redevance de 1 franc par cent opérations ou fraction de cent opérations comprises dans cette copie.

2° *Transferts ou clôtures des comptes-courants.* —

Le titulaire d'un compte courant peut demander le transfert, d'un bureau de chèques à un autre bureau de chèques, du compte ouvert à son nom. L'opération est soumise à la taxe d'un virement ordinaire, 0.10.

D'autre part, le titulaire d'un compte peut demander à toute époque la clôture de son compte. La demande doit être écrite, datée et signée, et adressée au bureau de chèques détenteur du compte. Tout versement effectué sur un compte postal, postérieurement à la clôture de ce compte, est remboursé d'office à la partie versante. Lorsque le compte dont on a demandé la clôture est apuré, le montant net de l'avoir en compte est remboursé avec le dépôt de

garantie à l'ayant droit, qui doit restituer les formules et les carnets de chèques restés sans emploi entre ses mains.

L'administration peut prononcer d'office la clôture d'un compte courant, notamment lorsqu'un ou plusieurs chèques ont été tirés par le titulaire sans provision suffisante.

Ainsi les comptes peuvent être clôturés, soit à la demande du titulaire, soit d'office par l'administration lorsque les agissements de ce dernier indiqueraient des intentions malhonnêtes et des manœuvres frauduleuses dont la Poste ne peut se faire l'intermédiaire.

3° *Décès du titulaire d'un compte.* — En cas de décès du titulaire d'un compte, les remboursements sont effectués entre les mains des ayants droit sur le vu d'un certificat de propriété délivré conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 28 floréal, an VII. Ce certificat de propriété doit être délivré par le notaire, le juge de paix ou le greffier, suivant le cas.

4° *Saisies arrêts et oppositions.* — Les règles de saisies arrêts et oppositions es mains des fonctionnaires publics s'appliquent au service des chèques postaux. Les exploits doivent, pour recevoir une suite utile, en ce qui concerne ces comptes, être signifiés au chef comptable du bureau de chèques où sont inscrits les comptes courants.

C'est l'application pure et simple de l'article 557 du Code de procédure civile.

Dans un projet qu'il avait déposé sur le bureau du Sénat, M. de La Batut avait proposé (pour favoriser le développement des chèques postaux), de rendre insaisissables les sommes déposées en compte courant postal. Le rapporteur, M. Dupont, s'est élevé avec énergie et avec raison contre cette proposition : « Je ne vois pas, disait-il, pour quel motif un privilège aussi exorbitant serait accordé aux titulaires de ces comptes. Il suffirait qu'un débiteur peu scrupuleux se fit ouvrir un compte pour soustraire ainsi

à l'action de ses créanciers le gage légitime de ceux-ci. Ce faisant, l'administration se trouverait favoriser les gens de mauvaise fois et deviendrait la complice de leurs fraudes. »

5° *Exonération de la taxe d'affranchissement.* —

Les correspondances et les diverses pièces adressées par les titulaires de comptes aux bureaux de chèques, et par les dits bureaux aux titulaires de compte, sont exonérés de la taxe d'affranchissement.

Les législations allemande et belge ne sont pas aussi libérale que la nôtre car, dans ces deux pays, ces correspondances sont soumises à une certaine taxe. Toutefois, nous pouvons dire que la loi française reprend d'une main ce qu'elle donne de l'autre, car les autres taxes qu'elle a établies sur les chèques postaux sont plus élevées que partout ailleurs.

6° L'administration doit publier chaque trimestre une liste des titulaires de comptes. Cette liste est fournie d'office à tous les titulaires de compte, ainsi qu'à toute personne qui en fait la demande, à raison de 1 franc par exemplaire. Elle peut être consultée gratuitement dans tous les bureaux de poste.

3^{me} PARTIE

Avantages et inconvénients du chèque postal

Telle est, dans ses grandes lignes, l'institution française des comptes courants et chèques postaux. Nous avons déjà indiqué, plus haut, l'insuffisance des moyens actuels de transmission de fonds par la poste et leurs principaux inconvénients. Voyons maintenant les avantages et les défauts du système nouveau institué par la loi du 7 janvier 1918.

J'y vois des avantages pour le public en général, et surtout pour les titulaires de comptes; j'en vois aussi pour la Poste et pour le Trésor en particulier.

Pour le public. — Quel est le particulier qui, de temps à autre, n'a pas quelque argent à envoyer ou à recevoir par la Poste? Comme il sera plus simple, plus aisé, de faire cet envoi en remplissant simplement, chez soi, une formule toute préparée qu'on n'aura qu'à remettre, en même temps que les fonds, au facteur en tournée, qui sera responsable de l'opération et de la bonne arrivée à destination; comme il sera bien plus simple et bien plus aisé encore, de charger ce même facteur d'apporter à domicile la somme due et qui pourra ainsi être encaissée sans la moindre démarche, sans risque d'erreur ou de perte. Plus de stationnements prolongés aux guichets encombrés des Postes. Mais là où les avantages du chèque postal sont surtout tangibles, c'est

chez les commerçants, les industriels, les grands magasins, les banques, les syndicats, les sociétés de secours mutuels, les compagnies d'assurances, les percepteurs, les hommes d'affaires, les éditeurs de journaux. les médecins, les avocats, etc., etc. Quelles facilités leur procurera le chèque postal pour le paiement de leurs factures, de leurs achats, de leurs primes, de leurs cotisations, de leurs indemnités, de leurs abonnements, honoraires, perceptions, consultations, services, etc., etc. Ils n'auront qu'à envoyer à leurs clients, en même temps que leur note ou facture, le numéro de leur compte postal et la Poste encaissera pour eux une foule de sommes qui seront portées au crédit de leur compte, sans qu'ils aient à se déplacer. La Poste préviendra même chaque fois qu'une créance est rentrée et dont ils pourront disposer.

De plus, le chèque postal aura cette supériorité sur le chèque bancaire qu'il pourra servir et fonctionner, non seulement sur les places bancables comme ce dernier, mais encore partout où il y a un bureau de poste, partout où peut aller un facteur, c'est-à-dire dans tous les coins du territoire sans exception. Si, en effet, il y a environ 600 places bancables en France, il y a, par contre, 7.000 établissements postaux et 25.000 facteurs environ. Mais les avantages les plus importants de cette institution sont ceux qui résulteront des paiements par compensation, par suite de virements, entre divers titulaires de comptes courants, sans aucun déplacement de part ni d'autre, sans aucun risque, sans aucun usage d'argent. Pour les titulaires de compte, la Poste tiendra véritablement leur caisse, dont ils seront pour ainsi dire débarassés. Aussi, pouvons-nous dire, avec M. Dupont, que le public retirera du nouveau service des avantages tellement évidents, qu'il n'est pas même besoin de les indiquer.

Tout d'abord, des deux mouvements d'espèces que com-

porte aujourd'hui une opération de mandat-poste, l'un au moins sera supprimé. Les deux le seront dans le cas de virements et ceux-ci deviendront d'autant plus nombreux que le service se développera davantage.

En dehors des facilités données au public, l'emploi généralisé du chèque postal permettra de dégager de la circulation une partie importante de notre stock monétaire, de le laisser en dépôt à la Banque de France, de limiter la circulation fiduciaire et métallique, et d'améliorer par suite notre change. Enfin, la question des réformes postales était à l'ordre du jour depuis longtemps, nombreuses étaient les plaintes auxquelles donnait lieu ce service trop chargé et dont l'organisation trop vieille ne répondait plus aux besoins nouveaux sans cesse grandissants. Le service des articles d'argent, surtout, ne cessait de se développer, c'est là, principalement, qu'il fallait faire des réformes et introduire de nouvelles méthodes pour le simplifier et l'alléger; c'est ce qu'a fait la loi du 7 janvier 1918.

Défauts du chèque postal

Si le chèque postal, tel qu'il est institué par la loi du 7 janvier 1918 présente de réels et très grands avantages, il faut bien reconnaître aussi qu'il a de grands défauts et des lacunes qu'il appartiendra au législateur de corriger et de combler le plus tôt et dans la mesure du possible.

1° En premier lieu, les tarifs applicables aux chèques postaux sont exorbitants. Sans doute, il faut faire une distinction entre les opérations qui ont lieu entre titulaires d'un compte courant postal et entre ceux qui ont un compte courant et ceux qui n'en ont pas. Si, pour les premiers les droits ne sont pas excесеifs, il n'en est pas de même pour les autres. En effet, pour les virements de compte à compte, la taxe n'est que de 0.10, comme d'ail-

leurs pour tous les retraits ou versements de fonds que fait un titulaire pour son propre compte au bureau de sa résidence. Mais quand il s'agit : 1° de versements faits par le titulaire à son compte à un autre bureau de poste que celui de sa résidence, ou 2° de paiements qu'il a à faire à des tiers qui n'ont pas de compte courant, ou 3° de versements à faire par ces derniers au profit des titulaires de compte, dans ces trois cas, la taxe est celle des mandats-carte que nous avons indiquée plus haut et qui atteint 5.85 pour 10.000 francs.

Comme le disait très bien M. Chastenet, ces taxes sont véritablement prohibitives pour les gros paiements, ceux justement qu'il y aurait lieu d'encourager pour économiser le numéraire. Les conséquences de ces droits extraordinaires (l'expérience l'a déjà prouvé) ont été ce qu'elles devaient être.

Le service de chèques postaux fonctionne chez nous depuis le 1^{er} juillet 1918. Or, nous dit M. Amiard, le très distingué rapporteur de la loi du 7 janvier 1918, à la Chambre des députés, auquel j'emprunte ces détails, depuis cette époque, 1^{er} juillet 1918 au 30 novembre de la même année, il a été ouvert 8.999 comptes courants sur lesquels ont été inscrits les opérations suivantes :

NATURE DES OPÉRATIONS	NOMBRE	MONTANT
		francs
Crédit		
Versements des titulaires.....	45.039	229.522.956
Versements des tiers.....	298.140	144.563.234
Virements recettes.....	35.473	388.669.287
Opérations diverses.....	362	130.724
Totaux du crédit.....	379.014	762.886.201
Débit		
Chèques payés aux titulaires.....	4.910	157.608.160
Chèques payés à des tiers.....	73.688	25.498.089
Virements dépenses.....	35.553	390.085.301
Totaux du débit.....	114.151	573.191.550
RÉCAPITULATION		
Crédit.....	379.014	762.886.201
Débit	114.151	573.191.550
TOTAUX généraux	493.165	1.336.177.751

Au 30 novembre, l'avoir en compte des titulaires s'élevait à 189.607.984 francs, représentant une moyenne de :

$$\frac{189.607.984}{8.999} = 21.069 \text{ francs par compte.}$$

D'où il résulte que si le *nombre* des versements effectués par les tiers est de beaucoup supérieur à celui des versements des titulaires de compte, le *montant* total des premiers est bien inférieur à celui des seconds.

Les versements des tiers ne sont pas en relation, même approximative, avec les résultats obtenus dans les autres pays étrangers où fonctionne le chèque postal. Quelle est donc la cause de cette défaveur? Les habitudes routinières du public français y sont sans doute pour quelque chose, mais il faut bien reconnaître aussi que les droits trop élevés qui frappent les versements des tiers débiteurs opérés au profit des titulaires de comptes y sont pour une très large part.

Ces taxes sont donc prohibitives et doivent être réduites. C'est d'ailleurs l'objet d'une proposition de loi que M. Amiard vient de déposer sur le bureau de la Chambre des députés.

Cette objection tirée des droits excessifs applicables aux chèques postaux avait été prévue lors de la discussion de la loi au Sénat par M. le Rapporteur Dupont. Ce dernier avait reconnu l'excès de ces tarifs et avait dit : « C'est exact, le droit appliqué est celui des mandats-poste ; il est plus élevé que le tarif des émissions de chèque postal à l'étranger. Mais l'administration a pensé qu'elle ne devait pas commencer par fixer des droits trop réduits. Elle a voulu assurer, dès le début, l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses. Elle a pris, à mon sens, le parti le plus sage. Il vaut mieux fixer au début des tarifs un peu plus élevés, et les réduire ensuite, que d'offrir des tarifs très bas dont on demandera ultérieurement le relèvement. Nous ne savons

pas, d'ailleurs, si par suite des circonstances les pays étrangers ne seront pas admis à élever leurs propres tarifs. »

J'admire les raisons données par M. Dupont, mais je ne les trouve pas convaincantes.

Je doute, d'abord, que pour lancer une affaire qu'on désire voir réussir rapidement, il soit bon de commencer par la frapper de droits ou de charges trop élevées, quitte ensuite à les réduire.

Et puis nous savons tous, par expérience : 1° combien en France le provisoire est durable et reste trop souvent le définitif; 2° comment, en général, on modifie les impôts et les taxes : presque toujours, quand on touche ou remanie un tarif, c'est pour l'augmenter.

Je ne vois, d'ailleurs, aucune bonne raison pour frapper plus lourdement les chèques postaux français que les chèques postaux étrangers et si, d'aventure, les pays voisins augmentent leur tarif, il sera toujours temps, alors, de reviser le notre en conséquence.

M. Amiard propose d'appliquer une taxe unique de 0.10 pour tous les versements indistinctement faits aux comptes courants postaux, au lieu des droits actuels dont ils sont grevés et qui sont les mêmes que ceux des mandats-cartes quand ils sont faits par des tiers au profit des titulaires de compte, ou même par ces derniers à leur propre compte, dans un autre bureau que celui de leur résidence.

M. Amiard estime, d'autre part, que pour les paiements ordonnés par les titulaires de compte, au profit des tiers, au moyen de chèques d'assignation, et qui sont opérés à domicile par les facteurs, on peut leur appliquer une taxe plus élevée que celle relative aux versements, mais que les droits des mandats-cartes, dont ces opérations se trouvent actuellement grevées, sont eux aussi beaucoup trop élevés; il demande, en conséquence, que ces droits soient réduits à 0.10 par 100 francs ou fraction de 100 francs jusqu'à

1.000 francs, et de 0.05 en sus par 100 ou fraction de 100 francs au dessus de 1.000 francs.

Cette réduction de taxe, si elle venait à être votée, aurait très certainement pour résultat un développement considérable dans l'usage des chèques et comptes courants postaux.

2° Un autre grief qui peut être fait à l'institution qui nous intéresse, c'est l'obligation imposée d'un dépôt de garantie trop important. Je ne suis pas opposé, en principe, à un petit dépôt ou solde créditeur de garantie, quoique, en réalité, l'administration n'ait rien à craindre, puisqu'elle peut toujours refuser d'exécuter un ordre quand elle n'a pas de provision suffisante, c'est-à-dire somme nécessaire, non seulement pour faire l'opération proprement dite, mais pour se couvrir des taxes, redevances ou commissions, à elle dues pour l'accomplissement de cet ordre.

50 francs immobilisés immédiatement et sans produire aucun intérêt font une somme appréciable dans la bourse ou le budget d'un petit commerçant et j'en sais un certain nombre que cette exigence éloignera de la pratique du chèque postal. Je sais bien que les législations étrangères ont toutes exigé, elles aussi, de semblables dépôts de garantie, comme pour faire une sélection dans la clientèle, mais, au moins, la plupart d'entre elles font servir un petit intérêt pour cette somme déposée. Nous voudrions, pour notre part, qu'il en fut de même en France. Ce serait justice, puisque l'Etat profite de ces sommes qui lui sont confiées et s'en sert pour ses besoins.

D'autre part, si le dépôt de garantie n'est pas productif d'intérêt, il est de même aussi pour les autres sommes constituant l'avoir en compte des titulaires, quelle que soit son importance et quel que soit le délai pendant lequel il reste en dépôt. Il y a là, encore, une regrettable lacune dans la loi. Il résulte, des indications du tableau que nous

avons publié plus haut, que les sommes restant disponibles aux comptes courants, c'est-à-dire l'excédent du crédit sur le débit, s'élèvent à près de 190 millions, dont l'Etat fait emploi, naturellement, pour ses besoins et qui le dispensent d'emprunter d'autant. C'est là, dit-on, une indication intéressante à retenir, parce qu'elle montre l'une des répercussions du chèque postal favorable à notre Trésorerie d'Etat à un moment où le loyer de l'argent est particulièrement élevé. Je suis tout-à-fait de cet avis, mais j'estime que c'est une raison de plus pour allouer aux déposants un petit intérêt; en ne le faisant pas, la loi procure à l'Etat un enrichissement sans cause: ce qui n'est pas conforme à la justice.

Je sais bien que certains intéressés ont paru craindre que l'octroi d'un intérêt aux déposants ait eu pour résultat de laisser ceux-ci grossir indéfiniment leurs comptes courants. Ils prétendaient que des sommes considérables, ainsi accumulées dans les caisses de l'Etat, présentaient un réel danger, soit parce qu'elles auraient été ainsi soustraites de la circulation, soit que, peut-être, en cas de crise financière ou de nouvelle guerre, le Trésor eut été dans l'impossibilité de rembourser ces dépôts.

Je ne pense pas que ces craintes soient fondées le moins du monde; l'Etat n'aurait certes pas laissé inactifs et improductifs les dépôts qu'on lui aurait confiés. On peut faire à l'Etat bien des griefs, mais s'il en est un qu'il ne mérite certainement pas, c'est celui de thésauriser. C'est plutôt le contraire qu'on pourrait peut-être lui reprocher. D'autre part, si les dépôts étaient devenus si importants que leur remboursement immédiat, en cas de crise, eût mis le Trésor dans l'embarras, le législateur n'aurait pas manqué de faire, au profit de l'Etat, ce qu'il a fait pour les banques ou les Caisses d'épargne, un moratorium, en accordant à l'Etat un certain délai pour se libérer de ces dépôts en cas de

réclamation générale et simultanée. Enfin, pourquoi n'avoir pas autorisé le service des comptes courants et chèques postaux à recevoir, pour les exécuter, des ordres de leurs clients, créditeurs suffisants, ayant pour but des souscriptions aux emprunts nationaux, aux bons et obligations de la Défense Nationale comme cela s'est fait en Allemagne, paraît-il, où les emprunts en ont été singulièrement facilités.

C'est là une lacune, d'autant plus regrettable, que si elle eut été prévue, il n'y aurait pas eu à craindre l'accumulation exagérée des dépôts postaux dont nous parlions tout à l'heure. Mais c'eût été, dit-on, autoriser la Poste à faire des opérations de banque au détriment de ces dernières. Cet argument n'est pas plus fondé que le précédent. Est-ce que la Poste n'est pas déjà autorisée à accepter à ses guichets toutes les souscriptions qui ont été et qui sont encore ouvertes pour les divers titres d'Etat dont nous venons de parler? Et alors, ce que la Poste est autorisée à faire à un guichet, pourquoi le lui interdire ou, du moins, ne pas lui permettre de le faire à un autre guichet, ou d'une façon plus commode et par la voie du service des comptes courants qu'elle détient?

3° Le chèque postal a, en outre, un autre grave défaut que nous avons déjà signalé : c'est celui de n'être pas un chèque véritable, et nous allons voir que c'est là un très grand inconvénient, qui ne lui permet pas de rendre tous les services qu'on serait en droit d'en attendre.

Nous avons vu que le chèque était une monnaie destinée, non pas à supprimer complètement, mais à économiser du moins beaucoup la monnaie métallique ou fiduciaire ; il devrait donc circuler, sinon comme elle, indéfiniment, mais du moins assez longtemps, en passant de main en main, pour opérer le plus de libérations possible, et s'éteindre enfin, soit dans un virement, soit par un paie-

ment très éloigné. Or, pour arriver à ce résultat, il faut que le chèque présente les plus grandes garanties et que son possesseur soit toujours assuré qu'il sera payé, et qu'il ne risque rien de l'accepter; et le chèque ne peut présenter cette garantie que s'il est négociable, endossable et protestable. Or, tel n'est pas le chèque postal qui n'est que nominatif et qui ne peut *guère* circuler qu'entre le tireur et l'administration. Je sais bien que le chèque postal peut être remis de la main à la main par le tireur à son bénéficiaire, qui n'aura qu'à se présenter au bureau de poste indiqué pour se faire payer. Mais, de toutes façons, ce chèque doit être nominatif et non au porteur, et sa vie est nécessairement très courte puisqu'il doit s'éteindre par un paiement en espèces après avoir passé par une seule personne et n'avoir opéré qu'une seule libération. On voit par là combien notre chèque postal est défectueux, parce qu'il ne pourra rendre comme substitut de la monnaie tous les services qu'on peut demander au chèque de banque.

Je conçois très bien que le chèque postal n'ait pas été autorisé sous la forme à ordre, parce que celle-ci présente trop d'inconvénients par suite des garanties que l'article 4 de la loi du 14 juin 1865 accorde au dernier porteur et aux endosseurs subséquents, contre les endosseurs précédents et le tireur.

Le législateur a bien fait de soustraire l'administration à des recours et des litiges sans fin auxquels elle aurait été sans cesse exposée avec la forme du chèque à ordre.

Mais je ne vois pas de bonne raison pour avoir refusé la forme au porteur pour le chèque postal, d'autant plus que cette forme au porteur a été autorisée en Autriche, en Belgique, en Allemagne et en Suisse. Cette lacune de la loi du 7 janvier 1918 n'a pas échappé non plus à M. Amiard qui, en même temps qu'il déposait un projet de loi tendant à la réduction des taxes afférentes aux chèques postaux, de-

mandait aussi que ceux-ci puissent être délivrés au porteur et payables à vue au bureau des chèques postaux détenteur du compte courant du tireur. Peut-être pourrait-on même décider que les chèques postaux au porteur pourront être payés dans tous les bureaux de poste, après bien entendu que le bureau payeur se sera assuré qu'il y a provision.

4° Enfin, un quatrième grief que je fais à la loi du 7 janvier 1918, c'est de n'avoir pas prévu des conventions diplomatiques ou des traités au sujet du chèque postal. Je ne parle pas ici du chèque international sur lequel nous dirons un mot tout à l'heure, mais des conventions ou accords avec quelques autres Etats ayant aussi le chèque postal, et avec lesquels nous avons, et surtout nous aurons, après la guerre, des relations de plus en plus fréquentes et importantes.

Il était d'autant plus aisé au législateur de prévoir ces conventions qu'elles existent déjà ailleurs, non seulement en Autriche et en Allemagne, mais aussi chez nos alliés belges et chez des neutres, en Suisse.

Le 7 août 1896, les Caisses d'épargne postales de Vienne et de Buda-Pest (on sait que dans ces deux pays le service des chèques postaux est assuré par les Caisses d'épargne) donc, ces établissements de Vienne et de Buda-Pest ont signé une convention autorisant les paiements par virements entre leurs titulaires respectifs de comptes courants postaux.

En 1910, des accords sont intervenus, d'autre part, entre les administrations des postes suisse, allemande, autrichienne, hongroise et belge ayant pour but un service réciproque de virements.

Bien mieux, en dehors de toute convention écrite et formelle, il s'est formé, entre certaines administrations étrangères chargées du service des chèques postaux et quelques grands établissements de crédit où le chèque postal n'est pas établi, une correspondance qui permet d'effectuer, de

l'un à l'autre, et de l'un par l'autre, des opérations de paiements et de virements sur les comptes courants de leurs clients respectifs. Ces correspondances existent entre les administrations autrichienne et allemande d'une part et le Bankverein de Suisse et la Banco commerciale italiana de Milan d'autre part.

En Belgique, un décret du 15 octobre 1910 autorise l'administration des Postes à servir d'intermédiaire entre le service des chèques postaux étrangers et la Banque nationale de Belgique pour les versements internationaux. Il y est spécifié à l'article 1 :

« Tout titulaire d'un compte de chèques postaux en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, dans le grand duché de Luxembourg et en Suisse, peut ordonner des virements de son compte à un compte tenu par le bureau de chèques postaux à Bruxelles. Inversement, tout titulaire d'un compte au bureau des chèques postaux à Bruxelles peut ordonner des virements de son compte à un compte de chèques postaux dans les pays précités. »

Le législateur n'ignorait pas ces textes et ces renseignements, qui sont d'ailleurs contenus tout au long dans le rapport de M. Amiard à la Chambre des députés; pourquoi n'en a-t-il pas tenu compte? Pourquoi ne s'en est-il pas inspiré pour prévoir lui aussi de pareilles mesures qu'il eût pu laisser au gouvernement le soin de prendre, par décret, dès que les circonstances et la cessation des hostilités lui eussent permis de le faire?

On a dit : le législateur français n'a pas voulu copier servilement les législations étrangères, mais créer un organisme souple et simple qui pût, le mieux possible, s'adapter à nos habitudes et à nos usages. C'est parfait. Mais peut-on penser vraiment que nos habitudes et nos usages sont si différents de ceux de nos voisins. Les lois et usages en matière de banque, de commerce et de poste notamment, ne

sont plus confinées dans les limites d'un pays : ils ont franchi les frontières et sont devenus internationaux.

Le pays qui refuserait de le reconnaître et d'adopter les progrès nouveaux réalisés ailleurs se trouverait bientôt en état d'infériorité et de retard vis-à-vis de ses voisins et concurrents.

Si le Français a cent fois raison de ne pas émigrer, ou même de ne pas voyager comme le font beaucoup d'autres étrangers, la France étant le plus beau pays du monde, il a peut être tort de ne pas regarder assez par dessus ses frontières pour voir ce qui s'y passe, et prendre chez les autres ce qu'il pourrait y trouver de bon et d'utile pour lui-même.

4^{me} PARTIE

Le chèque postal à l'étranger

L'AUTRICHE

L'Autriche est le pays où le chèque postal a pris naissance et c'est aussi, avec la Suisse, celui où il s'est le plus répandu. Son origine remonte à 1883; et il semble que ceux qui l'ont institué ont eu pour but, non les paiements par compensations, mais bien plutôt l'intention de favoriser le développement de la Caisse d'épargne postale.

Par une ordonnance en date du 1^{er} décembre 1883, le gouvernement autrichien autorisait les titulaires de livrets de la Caisse d'épargne, dont les dépôts atteignaient au moins 100 florins (220 francs), à disposer de leurs fonds déposés au moyen de chèques tirés sur la Poste centrale de Vienne.

Plus tard, et l'année suivante, les titulaires de livrets furent autorisés : 1^o à faire leurs versements à la Caisse par l'intermédiaire des bureaux de poste et des facteurs ; 2^o à faire porter à l'actif de leurs comptes les mandats-poste qui leur étaient adressés ; 3^o à faire encaisser par la Poste les effets de commerce dont ils étaient créanciers et à lui faire payer ceux dont ils étaient débiteurs.

Enfin, on autorisa les virements par lesquels les titulaires de compte purent éteindre leurs créances et leurs dettes réciproques par l'émission de chèques postaux. Ces dispo-

sitions successives, émanées de l'administration, furent consacrées par une loi du 19 novembre 1887 qui les réunit et les compléta, et forma le système qui servit de modèle à tous les législateurs étrangers qui instituèrent le chèque postal dans la suite.

Le service des chèques postaux autrichiens est centralisé à la Caisse d'épargne postale de Vienne, dont tous les bureaux de poste de l'Empire ne sont que les correspondants et les agences. Pour être admis à participer au service, il faut en faire la demande et déposer un fonds de garantie de 100 couronnes (110 francs). Celui dont la demande est agréée reçoit un carnet de chèques et son numéro d'ordre.

Les opérations se ramènent à deux principales que voici :

1° Les versements au crédit du titulaire qui sont acceptés dans tous les bureaux de poste.

2° Les paiements que le titulaire du compte peut faire effectuer au moyen de chèques sur son avoir disponible.

Les versements faits, soit par le titulaire lui-même, soit par tout autre personne à son profit, peuvent être effectués de quatre façons différentes :

a) Au moyen de versements d'espèces proprement dits, effectués à l'aide de feuilles tripartites qui comprennent, outre le talon : 1° un bulletin de dépôt qui doit servir de quittance à l'auteur du versement et qui lui est remis aussitôt après la réception des fonds par le bureau ; 2° un bulletin de versement qui sera adressé au bénéficiaire du compte et qui lui servira de lettre d'avis ; 3° un bulletin de comptabilité qui doit rester à la Caisse et lui servir de titre comme preuve de l'opération.

b) Versements au moyen de mandats-poste, d'envois contre remboursement ou d'envois de recouvrement dont le montant peut être, à la demande du créancier titulaire de compte, portés directement à son crédit. Le titulaire est ainsi déchargé du soin de toucher lui-même ces valeurs et

de les encaisser; l'administration effectue pour lui ces opérations.

c) Versements au moyen de transfert ou de virements d'un compte à un autre compte. Ces opérations se font entre titulaires de compte qui sont créanciers et débiteurs les uns des autres. Le débiteur tire un chèque sur la Caisse au profit de son créancier; la Caisse, au lieu de payer ce dernier, inscrit à son actif le montant du chèque reçu.

d) La Caisse d'épargne peut faire, en outre, au profit des titulaires de compte, diverses opérations de banque, par exemple des recouvrements de lettres de change, chèques, factures, coupons de rentes, dividendes, etc. Les sommes dont les titulaires de compte peuvent être créanciers de ces divers chefs seront, s'ils le désirent, portées à l'actif de leur compte, sans qu'ils aient d'autre formalité à remplir que d'en faire la demande à l'administration. Toutes ces opérations me paraissent n'avoir pas besoin de plus amples explications, elles se comprennent très bien après les renseignements que nous avons donné tout-à-l'heure sur l'étude et le fonctionnement du chèque postal en France.

2° *Les paiements.* Les titulaires peuvent disposer des sommes ainsi portées à leur compte en émettant des chèques qui doivent être exclusivement établis sur des formules officielles délivrées par l'administration et détachées d'un carnet.

Le chèque postal ne peut dépasser 20.000 couronnes, sauf pour ceux qui font l'objet de compensation entre titulaires de compte. Il ne peut non plus excéder le montant de l'avoir net du titulaire; d'autre part, le chèque est soumis à diverses formalités exigées pour prévenir les erreurs ou les fraudes et que toutes les législations ont plus ou moins adoptées après en avoir reconnu la sagesse et l'utilité.

Un chèque postal ne peut être payé que sur présentation

et il doit être présenté dans les quatorze jours qui suivent son émission. De même, tout chèque postal est payable à vue et l'indication d'un délai ou d'un terme d'échéance le rendrait nul. Les chèques postaux peuvent être émis sous la forme nominative ou au porteur, mais non pas sous la forme à ordre. Tout détenteur ou bénéficiaire d'un chèque postal peut : ou bien aller le toucher à la Caisse d'épargne postale à Vienne, pourvu bien entendu qu'il y ait provision, ou bien demander à cette même Caisse, par une mention au dos du chèque, que son montant lui en soit adressé par la Poste, et suivant le mode qu'il indique, ou bien, s'il est titulaire d'un compte, demander l'inscription de la somme au crédit de son compte, ce qui doit encore être spécifié par une mention expresse au dos du chèque.

La loi autrichienne, plus libérale que la loi française, sert un intérêt de deux pour cent sur l'avoir net de chaque compte et, même, elle accorde cet intérêt de deux pour cent pour le dépôt de garantie de 100 florins.

D'autre part, les taxes auxquelles sont assujetties les diverses opérations relatives aux chèques postaux sont des plus modiques; elles comprennent :

a) Un droit de timbre qui est fixé à deux couronnes par carnet de 50 feuilles (soit un peu moins de 0.05 pour chaque chèque);

b) Un droit fixe de quatre heller (0.06) par chaque opération ;

c) Un droit proportionnel sur toutes les inscriptions au débit des comptes et qui est de un quart pour cent ou un huitième pour cent suivant que les comptes sont inférieurs ou supérieurs à 6.000 couronnes.

On voit combien ces taxes sont minimales comparées à celles de la loi française; il est vrai qu'elles remontent à une époque déjà lointaine et qu'elles seront vraisemblablement augmentées.

Le service des chèques postaux fut si bien accueilli en Autriche, dit M. Kœchlin, Conseiller national de Bâle, que quelques années après son institution, il était tellement entré dans les mœurs que l'on n'aurait pas pu croire à la possibilité, sans lui, de la vie commerciale dans le pays.

Du reste, quelques chiffres montreront beaucoup mieux l'importance qu'a prise, en Autriche, l'institution du chèque postal.

Le nombre des titulaires de compte, qui était de 2.500 en chiffres ronds en 1884, passait à 10.000 en 1886, 20.000 en 1892 et 80.000 en 1908.

Les opérations de versements, virements ou paiements ont atteint des chiffres colossaux qui sont toujours allés en augmentant.

Rien que pour les paiements, on a calculé que, de 1883 à 1906, le total des sommes payées avait dépassé le chiffre de 84 milliards de couronnes.

Nous n'avons pu nous procurer des renseignements plus récents, mais on imagine aisément l'essor que dut prendre cette institution avant la guerre et les services qu'elle rendit à nos ennemis au cours des quatre années d'hostilités où la crise monétaire fut si aigue.

Un service de chèques et virements postaux, analogue à celui d'Autriche, fut institué en Hongrie, et rattaché à la Caisse d'épargne postale de Buda-Pesth, par une loi de 1889. L'institution a également obtenu les plus merveilleux succès. En 16 ans, il a été émis en Hongrie plus de 7 millions de chèques postaux dépassant la somme de 16 milliards et demi ; le nombre des titulaires de compte a suivi la même progression qu'en Autriche.

D'autre part, il y a lieu de signaler que dans ces deux pays, les administrations publiques, en adhérant au service des chèques postaux, ont grandement contribué à son rapide développement. J'ajoute, enfin, que depuis 1908

jusqu'à la déclaration de guerre, le service des chèques postaux autrichien et hongrois était ouvert aux opérations de virement de et pour la France, par l'intermédiaire d'une banque privée à Paris : la Société Générale.

LA SUISSE

C'est en 1905 que la Suisse instaura chez elle le chèque postal et voici pourquoi : la Suisse subissait depuis quelque temps une crise monétaire qui allait sans cesse en s'aggravant et dont elle ne savait comment sortir. Cette crise résultait de sa balance des comptes avec l'étranger qui était défavorable ; le chiffre de ses importations dépassait de beaucoup celui de ses exportations, et il fallait envoyer à l'extérieur la monnaie nationale pour solder l'excédent des dépenses sur les recettes et, suivant une loi bien connue (loi de Gresham) ce fut la bonne monnaie qui fila à l'étranger et la mauvaise qui resta dans le pays. L'or disparaissait, entraînant après lui la dépréciation de la monnaie de papier dont il était le gage. D'autre part, la monnaie d'argent ne pouvait à elle seule soutenir sa valeur factice. Que faire ? L'or fuyait, l'argent tombait, la monnaie de papier se dépréciait et le change devenait de plus en plus onéreux. Retenir l'or ? Mais par quels moyens ? On savait par expérience, et depuis bien longtemps, que toutes les mesures prises dans ce but ont toujours et partout été impuissantes et inefficaces. Frapper de nouvelles pièces d'argent ? C'était un moyen qui, malgré ses inconvénients, aurait pu satisfaire, dans une certaine mesure, aux besoins des échanges à l'intérieur du pays, mais la Convention du 5 novembre 1878 de l'Union latine interdisait à la Suisse d'y avoir recours.

Emettre de nouveaux billets de banque, mais c'était aussi impossible, ils étaient déjà en excédent dans la circulation

et une nouvelle émission n'aurait fait que précipiter leur dépréciation et augmenter le change à leur désavantage. Il n'y avait qu'un moyen : essayer de se passer de monnaie. C'est ce à quoi on se résolut en créant le chèque postal. Le service des chèques postaux fonctionne en Suisse depuis le 1^{er} janvier 1906 ; il est décentralisé et compte actuellement vingt-deux bureaux régionaux établis dans les principales villes de la Confédération.

Ce service, dont la nécessité se faisait si impérieusement sentir, prit dès le début, un essor très rapide. Il fut accepté par le pays tout entier, avec un tel empressement, qu'il dépassa bientôt les prévisions de ceux-là même qui en avaient été les promoteurs les plus convaincus. Du reste, le nombre des bureaux régionaux, 22, pour un territoire de quelque 40.000 kilomètres carrés est assez éloquent par lui-même. Il faudrait à la France, avec ses 550.000 kilomètres carrés environ, 300 bureaux régionaux pour avoir un service proportionnellement agencé et aussi bien organisé que celui de la Suisse ; nous en sommes loin. Du reste, la pratique des chèques postaux est si bien passée dans les mœurs en Suisse, qu'on ne pourrait plus s'en passer. Il faut noter, d'ailleurs, que les taxes appliquées aux chèques postaux et opérations y relatives sont très réduites : pour les versements, 0.05 par 100 francs ; pour les paiements, 0.05 par 400 francs ; 0.10 par virement. De plus, la loi suisse accorde un intérêt de un huitième pour cent pour toutes les sommes déposées en compte courant ainsi que pour le dépôt de garantie qui a été fixé à 100 francs.

L'ALLEMAGNE

En Allemagne, un service de virements existait depuis 1878 entre l'administration des Postes et les titulaires de compte à la Reichsbank ; mais ce n'est qu'en 1900 seule-

ment que fut présenté au Reichstag un projet d'institution d'un service de comptes courants et chèques postaux. Ce projet se heurta longtemps à l'hostilité des grandes banques qui se crurent, par là, menacées.

Mais une loi de finances du 8 mai 1908 autorisa le chancelier à créer un service de comptes courants et chèques postaux dans l'Empire allemand, et une ordonnance impériale du 6 novembre suivant fixait les conditions d'organisation et la date à laquelle il devait commencer à fonctionner (1^{er} janvier 1909). Cette organisation n'a reçu la consécration légale et n'a été définitivement fixée que par une loi du 26 mars 1914, quelques mois avant la déclaration de guerre.

Le service est décentralisé comme en Suisse et compte neuf bureaux régionaux d'empire, plus trois bureaux régionaux pour la Bavière et un pour le Wurtemberg. Pour le reste, le service allemand se rapproche beaucoup de celui de Belgique auquel il a servi de modèle et que nous exposons plus loin.

L'institution des comptes courants et chèques postaux prit en Allemagne, dès le début de sa création, une ampleur véritablement extraordinaire, et si nous ne pouvons guère fournir de renseignements sur les résultats obtenus pendant la guerre, du moins avons-nous quelques données très significatives sur son développement dans les trois premières années : 1909, 1910, 1911.

En 1909, le nombre des titulaires de comptes était de 36.000 environ ; il passe l'année suivante à 50.000 et atteint le chiffre de 65.000 en 1911. Soit une augmentation, en trois ans, de 90 pour cent environ.

L'avoir des comptes se montait, la première année, à 64 millions de mark ; la seconde à 94 millions de mark, pour arriver à 140 millions de mark fin 1911, soit une progression de 120 pour cent environ.

D'autre part, le personnel de ces bureaux, qui n'était au début que de 500 employés environ était, à la fin de la troisième année, de près de 2.500. C'est-à-dire qu'il avait quintuplé; ce qui laisse voir combien le gouvernement allemand escomptait un développement rapide et considérable de cette institution sur son territoire. Ses espérances n'auraient pas été déçues puisqu'on assure que les opérations de compensations auraient atteint, à certains moments, au cours de la guerre, jusqu'à trois milliards par mois.

LA BELGIQUE

Les comptes courants et chèques postaux ont été institués en Belgique par une loi du 28 décembre 1912, complétée par un décret royal du 25 février de l'année suivante; mais, déjà, bien avant cette date, et dès 1901, la Poste belge avait été autorisée à verser au crédit des titulaires de comptes courants, à la Banque nationale, qui en faisaient la demande, toutes les valeurs dont on la chargeait d'opérer le recouvrement. Plus tard, en 1909, cette faculté avait été étendue et accordée à tous les titulaires de comptes courants à une banque en relations avec la Banque nationale. De telle sorte que, en Belgique, avant l'institution des comptes courants et chèques postaux, l'administration des Postes acceptait de recevoir tous les versements qu'on lui faisait en l'acquit des déposants de la Banque nationale ou des banques qui lui étaient affiliées. De plus, tous ces titulaires de comptes courants à la Banque nationale ou aux banques affiliées pouvaient, à l'aide de simples virements, faire effectuer leurs paiements par la Poste. C'était, on le voit, une partie du chèque postal avant la lettre.

L'institution du chèque postal en Belgique me paraît être la plus parfaite du genre; c'est d'ailleurs à elle que le

législateur français a fait le plus d'emprunts, et je regrette même qu'il ne s'en soit pas encore plus largement inspiré; nous n'aurions pas à lui faire certaines critiques que nous lui avons adressées plus haut.

Dans l'exposé des motifs de la loi du 28 décembre 1912, le gouvernement belge déclarait que la question des chèques postaux intéressait spécialement la Belgique qui, en raison d'un change défavorable, avait été, en ces dernières années, fort dépourvue de numéraire. Le but du législateur était évidemment de : 1° remplacer les règlements de comptes en espèces par les règlements de comptes sans numéraire au moyen de virements et de compensations; 2° d'améliorer la situation monétaire du royaume en réduisant la circulation fiduciaire.

Le gouvernement entendait, d'ailleurs, que le service des chèques postaux put se suffire à lui-même, mais qu'il ne fit pas non plus de bénéfices. Aussi les taxes sont elles extrêmement réduites et le seront encore davantage, si, ainsi réduites, elles permettent de couvrir les frais d'administration.

Plus heureuse que chez nous, l'institution du chèque postal en Belgique ne paraît pas avoir rencontré l'opposition des grands établissements de crédit qui, au contraire de ce qui s'est passé en France et en Allemagne, lui ont été très favorables, dans l'espoir qu'ils en retireraient eux-mêmes les plus grands bénéfices.

Le service belge des chèques postaux est centralisé à Bruxelles où se tient le seul bureau de chèques. Cette centralisation n'a pas d'inconvénient pour un pays assez peu étendu et permet, par ailleurs, de très grandes économies. Comme en France, un dépôt de garantie de 50 francs est exigé, mais il produit un *intérêt* égal à celui de la Caisse d'épargne. Par contre, les sommes en crédit au compte courant sont improductives d'intérêt. Cette me-

sure aurait été prise pour ne pas indisposer les banques auxquelles elle aurait pu porter un certain préjudice en retenant des capitaux qui, sans cela, leur seraient peut être revenus.

L'administration postale belge est responsable, vis à vis des déposants ou des clients dans les mêmes termes et aux mêmes conditions qu'en France, mais la loi belge ne prévoit pas de prescription pour les comptes courants, quel que soit le délai pendant lequel aucune opération n'ait été faite. Le service comporte, comme chez nous, des versements, des virements et des paiements. Chacune de ces opérations donne droit à la perception de taxes variables, mais nous l'avons déjà dit, très réduites.

Pour les versements, d'où qu'ils proviennent et quel qu'en soit le montant, il n'est perçu qu'un droit de 0.10 acquitté par le déposant au moyen d'un timbre poste collé sur le bulletin de versement; ils peuvent être faits, soit à la Poste, soit même au facteur en tournée quand ils ne dépassent pas 1.000 francs.

Les virements se font de deux manières: par feuilles de virement ou par carte postale de virement. La feuille de virement est transmise au bureau de chèques sous enveloppe fermée; elle peut être accompagnée d'un bordereau joint où figurent plusieurs ordres de virement et le montant de ces virements est illimité. La carte postale de virement, au contraire, circule à découvert, son montant ne peut dépasser 1.000 francs et elle ne doit contenir qu'un seul ordre de virement. Tous les virements, quels qu'ils soient, ne donnent lieu qu'à une perception de 0.05 par opération.

Les paiements se font au moyen de chèques qui peuvent être nominatifs, au nom du titulaire du compte ou d'un autre bénéficiaire, ou au porteur, la durée de leur validité est égale à celle du chèque bancaire et est de trois à six

jours, suivant le cas. Le chèque au porteur peut être barré; il est alors passé en écriture au crédit du bénéficiaire par l'entremise de la Chambre de compensation de Bruxelles avec laquelle le service des comptes courants et chèques postaux est en relation.

En Belgique, le chèque postal, pas plus d'ailleurs que le chèque de banque, n'est soumis au droit de timbre, mais son émission donne lieu, qu'il soit nominatif ou au porteur, à la charge du tireur : 1° d'un droit fixe de 0.10 ; 2° d'un droit proportionnel de 0.01 par 200 francs ou fraction de 200 francs.

Toutes ces taxes qui, on le voit, sont bien moins élevées que chez nous, sont à la charge de celui qui provoque l'opération, et les paiements par chèques peuvent être effectués, soit à domicile, soit par exprès, ou par télégraphe, moyennant un supplément de taxe.

Nous avons vu que l'administration postale de Belgique sert d'intermédiaire *gratuitement* entre les services de chèques postaux étrangers et la Banque nationale de Belgique pour les virements internationaux.

L'institution des comptes courants et chèques postaux en Belgique a été très favorablement accueillie, non seulement dans les hauts milieux financiers et commerciaux, mais encore par les classes moyennes où elle prit un rapide essor que la guerre est malheureusement venu arrêter, mais qui ne tardera pas à reprendre son cours.

D'après des renseignements tout récents, que je dois à l'obligeance de mon très distingué collègue de Namur, M. Loiseau, il résulte qu'au moment où le service a dû être suspendu, par suite des hostilités, le nombre des titulaires de compte était de 6.493 et que leur avoir total s'élevait à plus de 23 millions et demi.

Actuellement, il y aurait 7.575 affilés possédant ensemble un avoir de 37.560.000 en chiffres ronds.

Pendant le mois de juillet 1914, les opérations du service des chèques et virements postaux se seraient élevés, savoir :

Versements	70.831.285 fr. 95
Virements	90.376.530 fr. 20
Chèques au porteur payés . .	44.766.654 fr. 50
Chèques nominatifs et divers .	22.005.870 fr. 75
TOTAL . .	227.980.341 fr. 40

Ce total était d'ailleurs en augmentation sur celui du mois précédent de 13.812.517 fr. 90, ce qui permet de conclure que, sans la guerre, les transactions pour l'année 1914 auraient dépassé le chiffre de 3 milliards de francs.

LE JAPON

Le Japon, lui aussi (qui l'eût cru il y a cinquante ans) nous a devancé dans l'institution du chèque postal où celui-ci a été établi le 1^{er} mars 1906.

Le service fut d'abord confié à la Caisse d'épargne et centralisé à Tokio, la capitale, comme on l'avait fait en Autriche. Mais on s'aperçut bien vite des inconvénients de cette organisation, surtout dans un pays extrêmement étendu et dispersé comme l'est l'Empire nippon qui, en dehors de ses quatre grandes îles, comprend la Corée, la Mandchourie, Formose et d'autres îles d'importance secondaire, dont les relations postales nécessitent d'assez longs délais.

Aussi ne tarda-t-on pas à décentraliser le service et à créer des bureaux de chèques régionaux pour chacune des grandes îles, ainsi que pour la Mandchourie et la Corée. Ces bureaux régionaux sont en rapport, non seulement avec les bureaux de poste de leur ressort, mais avec tous les bureaux de poste de l'Empire, qui sont au nombre de 7.000 environ.

Toute demande d'affiliation au compte courant et chèque postal comporte le dépôt préalable d'un fonds de garantie de 20 yen, environ (52 francs).

L'institution prévoit trois opérations principales : les versements, les virements et les paiements.

Les premiers sont faits par les titulaires eux-mêmes ou par des tiers à l'aide de formules mises à la disposition de chacun gratuitement par l'administration. Ces versements peuvent comprendre, non seulement les espèces réellement déposées au crédit d'un compte par les titulaires ou ses débiteurs, mais ils peuvent comprendre encore tous les mandats-poste, le montant des factures, des lettres de change, des envois contre remboursement, des mandats du Trésor, des chèques de banque que ces titulaires ont la faculté de faire encaisser par la Poste et de faire porter directement à leur compte courant postal.

Les versements sont soumis à des taxes modiques, qui sont acquittées par la partie versante, au moyen de timbres postes collé sur la formule.

La taxe est d'ailleurs double quand il s'agit, non pas de versements d'espèces, mais d'encaissements de valeurs diverses; dans ce cas, l'une des taxes s'applique à l'encaissement proprement dit, et l'autre, à la transmission des fonds.

Les virements se font au moyen de formules de chèque ordinaire et donnent lieu à la perception d'une taxe unique de 2 sen (0.05 environ). Ces chèques de virement, comme ceux de paiement, ne peuvent dépasser 1.000 yen (2.600 fr.)

Les chèques de paiement peuvent être payés par la Poste et même par télégraphe. Ils peuvent être barrés ou non; dans le premier cas, ils sont liquidés par compensation à l'un des clearing-houses de l'Empire.

Le fonds de garantie ne produit aucun intérêt, mais il n'en est pas de même pour les sommes portées au crédit

du compte courant qui rapportent un intérêt assez élevé, 3.60 pour cent.

Les administrations de l'Etat sont dispensées d'effectuer un dépôt de garantie, mais elles ne touchent non plus aucun intérêt du chef des sommes figurant à leur crédit.

L'institution des chèques postaux a pris, dès le début, au Japon, un développement considérable. Mais les renseignements nous manquent pour affirmer que la progression s'est maintenue dans la proportion initiale.

CONCLUSION

En résumé, quand on examine attentivement la question du chèque postal sous tous ses aspects, dans ses origines, ses formes et ses variétés, on est amené à constater :

1° Que certains pays de grande production et de civilisation très avancée n'ont même pas pensé à établir chez eux une institution de ce genre, dont le besoin ne se faisait pas sentir.

2° Que des pays de prospérité moyenne et d'éducation commerciale moins développée ont senti, au contraire, son utilité et ont, pour diverses raisons, décidé de l'adopter.

3° Que de nombreuses nations, ou trop isolées, ou trop arriérées, ne sont pas encore en état de comprendre le chèque postal et les différents avantages qu'il pourrait leur procurer.

C'est, qu'en effet, le chèque postal dénote et exige un certain état de progrès moral et économique auquel ne sont pas encore parvenus beaucoup de peuples, où n'ont pu jusqu'ici pénétrer suffisamment les idées et les procédés de la civilisation moderne. Il faut laisser au temps et à leurs dirigeants le soin de les y amener peu à peu.

Pour les pays intermédiaires qui, comme le nôtre, ont adopté le chèque postal, celui-ci est évidemment une conquête, une avance vers le progrès, un perfectionnement sur les vieilles méthodes d'échange ; mais on est cependant obligé de reconnaître qu'il n'est qu'un expédient, faute de mieux, un ersatz comme on dirait en Allemagne. Là où le

législateur a institué le chèque postal, il l'a fait, ou bien pour remédier à une situation monétaire critique, comme en Suisse, ou bien pour perfectionner le service postal des articles d'argent, comme en France, ou bien pour l'une et l'autre cause, comme en Belgique. Mais chez tous ces divers législateurs on sent la même préoccupation intime, le même leit-motiv qui les a déterminés. Le but éloigné, mais évident, qu'ils voulaient atteindre, c'était d'habituer le public peu à peu au chèque de banque, par l'usage du chèque postal, et faire pénétrer dans les masses populaires l'idée des paiements sans numéraire et par le moyen des compensations.

Si le chèque de banque avait été suffisamment répandu en France, en Suisse et en Belgique (je n'ose pas encore trop parler des empires centraux) on n'aurait pas songé à y instituer le chèque postal, même comme simple perfectionnement du service des Postes ; ce perfectionnement eut résulté tout naturellement du chèque de banque, s'il avait été généralisé.

Au lieu de recourir à la Poste, pour régler ses comptes, par des envois directs de numéraire, le public, habitué aux chèques ordinaires, aurait chargé les banques de procéder à ces règlements de compte ; les banques se seraient organisées en conséquence et le service postal des articles d'argent n'aurait pas pris ce développement qui a provoqué en France l'institution qui nous intéresse.

D'autre part, il est bien certain que cet usage répandu du chèque de banque aurait paré à cette crise monétaire qui a été aussi l'une des causes du chèque postal, et cela est si vrai, qu'en Angleterre et en Amérique, où la guerre a eu les mêmes répercussions économiques qu'en France, la crise monétaire ne paraît pas avoir atteint la même acuité que chez nous.

En définitive, le chèque postal ne semble donc avoir été

institué que pour généraliser le chèque de banque auquel il doit conduire et servir de véhicule. Dans la pensée intime de ses promoteurs, le chèque postal ne serait qu'un moyen et le chèque de banque serait le but final.

Est-ce à dire que la pratique du compte courant en banque, avec l'usage habituel du chèque qui en serait la conséquence doit être considéré comme le dernier stade de l'évolution monétaire et la forme la plus parfaite du système des échanges? Peut-être pas?

Le chèque de banque, circulant de main en main, comme de la monnaie, et finissant par s'éteindre dans un virement, après avoir servi à faire une foule de paiements successifs, constitue évidemment un très grand progrès puisqu'il dispense de faire usage de la monnaie véritable dont il tient la place et dont le rôle et l'importance sont ainsi diminués. Mais, pourrait-on concevoir un système d'échange où le chèque, étant partout en usage, l'argent, le maudit argent, comme dit Bastiat, deviendrait inutile et pourrait être supprimé tout à fait.

Il y a déjà bien longtemps que cette question a été posée et il faut bien reconnaître qu'elle n'a pas fait grand progrès depuis lors.

Du reste, avant d'en arriver là, conviendrait-il de répandre le chèque de par le monde et d'en faire un instrument international d'échange. Les relations commerciales, après avoir été familiales, locales, régionales et nationales, sont devenues mondiales; pourquoi les moyens d'échange, qui auraient dû naturellement suivre les mêmes progrès, sont-ils restés presque exclusivement nationaux (chaque pays ayant adopté et conservé un système monétaire propre et différent de celui des autres).

A notre époque, où l'on cherche à fonder la Ligue des nations, à créer une législation internationale ouvrière, pourquoi n'essaierait-on pas de fonder un système moné-

taire unique et des lois uniformes sur le chèque auquel il est intimement lié.

Pour lancer et l'idée et la chose, le meilleur moyen serait encore certainement de recourir au chèque postal, que des conventions interalliées d'abord, internationales ensuite, pourraient établir d'une manière aussi uniforme que possible et dans le plus grand nombre d'Etats. Grâce à ces institutions officielles, dont le fonctionnement serait ainsi rendu obligatoire, nous verrions se généraliser en peu de temps les comptes-courants, les chèques et les règlements, sans intervention de numéraire dont l'usage et l'utilité diminueraient insensiblement et peut-être aussi indéfiniment.

Cette idée du chèque postal interallié, pour remédier à la crise monétaire et pour servir de préambule à cet état économique prétendument plus parfait, où l'or et l'argent n'auront plus de place dans les échanges, a été brillamment soutenue par M. Luzzatti à la Conférence interparlementaire qui s'est tenue à Paris en 1916.

Au surplus, le très distingué rapporteur de la loi sur le chèque postal à la Chambre des députés, M. Amiard, s'est-il empressé de son côté de faire combler au plus tôt une lacune de la loi du 7 janvier 1918 et propose d'instituer sans tarder le chèque postal international.

A la date du 24 janvier dernier, il a déposé, sur le bureau de la Chambre des députés, une proposition de résolution qui a été renvoyée à la Commission des Postes et des Télégraphes et qui est ainsi conçue :

« La Chambre invite le Gouvernement à engager les pourparlers nécessaires avec les pays alliés et neutres en vue de l'établissement d'un régime de virements et chèques postaux internationaux qui commencerait à fonctionner aussitôt après la signature du traité de paix. »

Malheureusement, on ne peut se dissimuler que l'heure

est assez mal choisie pour l'introduction de cette institution internationale. De plus graves problèmes de toutes sortes s'imposent au Congrès de la paix, et ils sont si nombreux, si complexes et si variés, qu'il n'est pas possible d'en ajouter d'autres secondaires (comme celui qui nous occupe) si utiles qu'ils paraissent.

D'autre part, l'organisation d'un service international de virements et chèques postaux implique des études minutieuses et compliquées, à raison notamment de la situation des changes dans les divers pays intéressés.

Tout au plus pourrait-on, pour l'instant, penser à établir un service de chèque postal interallié, où cette question si délicate du change pourrait être plus facilement solutionnée. Plus tard, on verrait à l'étendre aux neutres et enfin à tous les pays admis à faire partie de la Ligue des nations.

Lorsque le chèque postal international, et après lui le chèque de banque cosmopolite, auront conquis le monde (ce qui pourrait bien demander encore pas mal de temps) alors, mais alors seulement, on pourra peut-être essayer d'instaurer le comptabilisme, puisqu'il faut l'appeler par son nom, car c'est de lui dont nous parlions tout à l'heure sans le nommer.

Le comptabilisme est un système qui prétend régir le monde économique en supprimant complètement la monnaie espèces dont l'usage, je le reconnais, tend à se réduire de plus en plus.

En voici le résumé :

L'or, qui est aujourd'hui le roi *fainéant* du monde économique, doit être enfin détrôné, il n'a plus sa raison d'être ; par lui-même, il n'est qu'une marchandise comme les autres, même inférieure aux autres, puisqu'il ne sert qu'à satisfaire très peu de nos besoins, et des besoins encore tout à fait secondaires comme ceux de la parure. Son rôle et son importance se comprenaient autrefois comme seul

valorimètre sous le régime du troc matériel, mais on pourrait actuellement très bien s'en passer.

La pièce de monnaie, en effet, dit-on, n'est qu'un bon qui nous donne le droit d'obtenir certaine chose ou certain service dont nous avons besoin ou envie; ce qu'on demande à ce bon, ce n'est pas d'avoir en lui-même une valeur intrinsèque propre, mais simplement de porter sur lui l'indication de la valeur, ou quantités de valeurs, contre laquelle il peut être échangé. Ce qui fait la valeur d'un billet de banque ou d'un chèque, ce n'est pas le plus ou moins de papier ou la qualité dont il se compose, mais le chiffre qu'il porte. Or, ce rôle purement indicatif de la valeur peut être rempli par n'importe quoi, pas n'est besoin de recourir pour cela à l'or ou à l'argent qui ont d'ailleurs de très gros inconvénients. Une feuille de papier, une pièce de carton peuvent y suffire.

Pour arriver au comptabilisme et supprimer complètement la monnaie (espèces), il y aurait lieu pour le législateur, dans chaque pays, de :

1° Instituer une unité de valeur abstraite, franc, livre, mark ou dollar, peu importe le nom ; cette unité de compte ne reposerait, ni sur l'or ni sur l'argent qui, semblables aux autres marchandises, seraient comme elles variables et estimables en unités de compte. Celle-ci ne reposerait que sur la volonté du législateur.

2° Il faudrait ensuite instituer une immense banque universelle ou même une vaste administration, comme celle des Postes, où serait ouvert un compte courant à chaque particulier. Chacun de nous déposerait, pour être portés au crédit de son compte, tous les bons de valeur qu'il aurait pu acquérir. Pour payer ses dettes, chaque particulier n'aurait qu'à retirer un certain nombre de ces bons de valeur précédemment déposés et les remettre à ses créanciers, ou, mieux, tous les Français sans exception

ayant un compte ouvert dans la vaste banque d'Etat, celle-ci serait chargée d'encaisser pour chacun d'eux les recettes et les bons et de régler les dépenses et les achats. A la fin de l'année, la Banque dresserait le compte de chacun et, de cette façon, la monnaie devenue tout à fait inutile serait supprimée.

Quant à la détermination des prix, elle serait toujours régie par les lois de l'offre et de la demande dont le mécanisme ne serait pas modifié. Cette organisation, d'abord restreinte dans les limites et aux habitants d'un pays, serait ensuite internationalisée par l'institution d'une grande et unique banque cosmopolite et mondiale, dont le siège serait à trouver, mais dont la place pourrait être le plus important centre commercial de la terre.

Ce système n'est pas tout neuf; conçu au moyen âge par certains légistes royaux, pour favoriser les rois faux monnayeurs, qui s'en servirent pour réduire le poids des pièces de monnaie, tout en leur conservant leur valeur nominale, il fut surtout pratiqué en grand par le financier Law. On sait à quelle catastrophe il aboutit.

On a reproché à Law d'être venu trop tôt... tout simplement. Son système était bon, disent les comptabilistes, mais le temps et le lieu n'étaient pas propices. C'est possible, mais un gros point noir subsistera toujours. Comment arriverait-on, avec ce système, à maintenir la fixité de l'unité idéale de valeur, quand elle n'aurait plus aucun élément solide et matériel pour la représenter et pour lui servir de base.

Si le monde économique du XVIII^e siècle n'était pas mûr pour le système antimétallique de Law, je crois sincèrement que le XX^e ne l'est pas davantage pour le comptabilisme amétallique de Solvay. Je ne prétends pas qu'il le devienne jamais. J'en doute seulement.

J'ai, en débutant, comparé le jeu du monde économique

à un jeu d'échecs dont le roi était l'or. Le rôle de ce roi est de plus en plus réduit et de plus en plus effacé, je le reconnais, mais, de même que je ne conçois pas qu'une partie d'échecs puisse continuer quand le roi est pris et fait défaut, ainsi je ne conçois pas le jeu économique sans l'or.

Et M. Gide lui-même, qui paraît partisan du comptabilisme pour l'avenir, compare le crédit, avec tous ses titres divers, à une toupie qui tourne sur une pointe de métal. J'ajoute même que la toupie tourne d'autant mieux que la pointe de métal en est plus fine, mais, enfin, cette pointe de métal, si petite soit-elle, est nécessaire, et si elle venait à faire défaut, la toupie cesserait bientôt de tourner, et tomberait sur le flanc, malgré les coups de fouet pour la relever et la faire marcher.

Bref, je me contente pour le moment de préconiser, et le chèque postal et le chèque de banque, pour épargner la monnaie ; l'avenir nous dira s'il y a des moyens pratiques de la supprimer tout à fait.

APPENDICE

Je n'ai fait qu'indiquer en passant, dans la conclusion de mon ouvrage, le comptabilisme social de Solvay. Mais, comme le chèque postal peut être considéré par certains comme une approximation modeste de ce système dont il réalise un commencement d'exécution, peut être trouverait-on étrange que je ne lui consacre pas une place un peu plus importante dans ma thèse. D'où la raison de cet appendice.

Au dire de certains économistes, et non des moindres, l'institution du chèque postal ne devrait pas être considérée seulement dans le cadre restreint où elle se meut présentement et à ses débuts. Sa portée serait bien plus étendue et dépasserait de beaucoup les limites étroites que les législateurs actuels lui ont tracées. Le chèque postal serait l'amorce et la préparation du comptabilisme social qui doit transformer bientôt tout le monde économique en le débarassant, et de la misère et de la monnaie, qui sont ses plus grands fléaux.

On peut ramener à trois les différents systèmes sur la nature, les fonctions et la conception de la monnaie : le bullionisme, le mercantilisme et le comptabilisme.

Pour les bullionistes, l'unique richesse, le souverain bien, ce sont les métaux précieux, les lingots de « bullion », d'où leur nom.

Les mercantilistes ont de la richesse une notion moins exclusive et moins absolue. Les richesses, pour eux, ce

sont les choses propres à la satisfaction de nos besoins et de nos désirs; l'argent n'est qu'un instrument pour nous procurer ces choses, mais cet instrument est tout puissant. D'ailleurs, les mercantilistes ne bornèrent pas leur but à la recherche des métaux précieux, ils voulurent développer la production nationale et l'essor économique de leur pays.

Pour les comptabilistes, la monnaie n'est bonne à rien, ne sert de rien, non seulement elle est inutile, mais elle est nuisible, elle engendre l'usure et la misère; il faut donc la supprimer. *Delenda pecunia*.

Il ne faudrait pas croire que ces trois systèmes soient d'invention récente, comme semblerait l'indiquer leur dénomination plus ou moins moderne, ils ont été plus ou moins aperçus, compris et pratiqués de tous les temps, et si on trouve des bullionistes ou amateurs de métaux précieux à toutes les époques de l'histoire, on sait que Platon, par contre, était déjà quelque peu comptabiliste, puisque dans ses *Lois* il bannissait l'or et l'argent de la République et voulait que les transactions fussent réalisées à l'aide d'une monnaie qui n'eut aucune valeur aux yeux des étrangers.

Mais c'est au grand inventeur et industriel belge, M. Solvay, que nous devons le système complet actuel du comptabilisme social dont il a fait, avec le Productivisme, un plan de réorganisation économique très hardi et très séduisant.

M. Solvay constate, d'abord, les formes nouvelles d'investissement du patrimoine. En effet, les fortunes privées représentées autrefois par des immeubles, des meubles et des espèces sonnantes, tendent de plus en plus à se détacher de ces objets matériels. Les immeubles ont perdu par l'hypothèque et perdront surtout par l'application du système Torrens leur immobilité juridique. Le temps n'est plus loin où l'on pourra mettre la propriété immobilière en portefeuille et s'en servir pour les échanges comme des

billets de banque. Quant aux meubles, les warrants et nantissements les ont depuis longtemps, pour ainsi dire, monnayés et mis en circulation. En ce qui concerne les espèces sonnantes, véritables accumulateurs de la valeur, on s'en décharge en les remettant à un banquier qui, en échange, ouvre un compte et un crédit au déposant. En résumé, tout patrimoine actuel, quelle que soit sa forme et sa nature, tend à se mobiliser d'abord, pour s'idéaliser ensuite et s'exprimer en dernière analyse sous la forme d'un compte de banquier. Ce banquier étant à son tour affilié à une banque centrale, qui tient directement son compte et indirectement ceux de ses clients, il s'en suit que la plus grande partie de la fortune d'une nation se trouve ainsi enregistrée, inventoriée et centralisée dans une seule grande banque (la Banque de France chez nous) qui tient tous les comptes et par là même tous les patrimoines.

Telle est bien la pratique et la tendance qui paraît vouloir se généraliser.

Pourquoi l'Etat ne consacrerait-il pas par une loi cette tendance en décrétant :

1° L'institution d'une vaste banque nationale unique, qui tiendrait le grand livre de la fortune nationale ou le cadastre général de tous les patrimoines.

2° L'ouverture à cette banque, pour chaque particulier, d'un compte courant.

3° La création d'une unité de compte idéale, indépendante de tout métal et même de toute monnaie.

Telles sont les trois points sur lesquels repose tout le système comptabiliste, dont M. Solvay est l'inventeur et l'ardent champion.

Ce système est assez abstrait et compliqué. *Durus est hic sermo*, et s'il est difficile à entendre, combien plus malaisé encore à exposer.

Le comptabilisme social est un mode de paiement sans

argent et son but est en outre de procurer du crédit gratuit à tout le monde.

Notons d'abord que le comptabilisme n'a pas la prétention de faire une révolution violente pour abolir tout de suite le mode actuel des échanges qu'il prétend remplacer. Non ; il compte, au contraire, s'imposer progressivement et par persuasion. Il demande bien l'intervention de l'Etat et l'estampille officielle, mais le mode actuel subsistera tant qu'il sera nécessaire, pour faire sans heurt la transition paisible de l'un à l'autre. De même que nous avons un enseignement libre et un enseignement officiel, nous aurons deux systèmes d'échange : l'actuel, qui restera libre, et le comptabilisme qui sera officiel. L'un et l'autre fonctionneront comme fonctionnent les deux enseignements, jusqu'à ce que l'un (l'officiel) ait supprimé l'autre par sa supériorité et ses avantages mêmes.

Venons au fait ou, plutôt, au système.

1° Actuellement, sauf application très rare et très réduite du troc et du crédit gratuit, celui qui veut se procurer quelque chose dont il a besoin, doit d'abord, commencer par se procurer de l'argent, quand il s'est procuré de l'argent, alors, mais alors seulement, il peut obtenir en le payant, ce qu'il désire. Telle est la règle générale, et le paiement par chèques ne fait pas exception à cette règle, puisque celui qui paie par chèques paie par un délégué auquel il a dû remettre préalablement des fonds disponibles.

2° Chacun doit donc avoir dans sa caisse ou son portemonnaie une certaine somme d'argent disponible sans laquelle il ne pourrait ni vivre, ni commercer, ni même travailler. Bien entendu, ce fonds de roulement est plus ou moins important suivant le genre de vie, de commerce ou de travail de chaque individu.

3° Mais qu'est-ce donc que cet argent dont on ne peut se passer, du moins actuellement ? Cet argent, c'est de la ri-

chasse exprimée, concentrée, accumulée, qui sert à payer d'autres richesses. La monnaie a donc la noble fonction et le privilège de représenter la richesse et de permettre d'acheter tous les biens.

4° Et qui a donné à la monnaie ce pouvoir de représentation et d'acquisition? Sa propre nature? Non, car la monnaie n'est pas consommable directement, elle n'est pas une richesse *in se* comme on dit en philosophie, mais seulement *secundum quid*. Son pouvoir d'achat lui vient donc du consentement universel des hommes qui l'ont adoptée à cause de ses commodités pour l'usage des échanges.

5° D'ailleurs, ce pouvoir d'achat, la monnaie n'est pas seule à le posséder, les autres richesses, champs, maisons, valeurs, biens, possèdent aussi ce pouvoir; elles le possèdent même à un degré supérieur et antérieur, puisque la monnaie n'a ce pouvoir que de seconde main et parce qu'elle représente ces richesses contre lesquelles elle a d'abord dû être échangée et sera ensuite rééchangée.

6° Les biens ont donc un pouvoir d'achat direct. Le troc en est la preuve; l'hypothèque, le gage, et le warrant le prouvent également, quoique d'une façon indirecte. Seulement, ce pouvoir d'achat direct que possèdent les biens eux-mêmes, il est difficile de l'exercer et de s'en servir. N'y aurait-il pas moyen de faciliter cet exercice et cet usage? Si bien; comment fait un propriétaire d'immeuble qui veut obtenir du crédit? Il hypothèque son bien au profit de son ou ses prêteurs, par devant un notaire qui est chargé de vérifier ce bien. Ainsi fera-t-on en comptabilisme, mais avec des formalités beaucoup plus simples, plus souples et moins onéreuses. Et ce sera, non seulement ses immeubles, mais tout son patrimoine, qu'un propriétaire pourra ainsi gager au profit de ses co-contractants.

7° Tout homme, nous l'avons dit, a un patrimoine ou un fonds de roulement plus ou moins important; qui des

immeubles, qui des meubles, qui des titres, qui des facultés, qui des forces de travail. Tout cela peut être hypothéqué, engagé, vendu et converti en argent. Au lieu de cela, il sera déclaré, déposé, enregistré et évalué à la Banque d'Etat qui tiendra comme une matrice cadastrale de tous ces divers patrimoines et ouvrira ensuite un compte courant et un crédit à chaque déposant ou déclarant. C'est M. Solvay lui-même qui indique le rôle de la banque (Marc AUGUY : *Systèmes socialistes d'échange*, page 352, note) : « Il — le comptable officiel — est chargé de recevoir les fortunes ou fractions de fortune en gage ; de délivrer des bons à payer jusqu'à concurrence du gage offert ; de vérifier si les paiements ont été régulièrement effectués, de noter de combien les paiements effectués et les paiements reçus ont diminué ou accru le pouvoir de chacun. »

Et M. Solvay dit, d'autre part, qu'il suffira pour payer quelqu'un de lui mettre en main un document authentique constatant qu'on gage volontairement en sa faveur une portion de sa fortune représentant la valeur du paiement à effectuer pour que le paiement soit effectué en fait.

8° De cette façon, la fortune ou le patrimoine circulant de chacun sera représenté, non plus par de la monnaie, mais par des titres officiels, ou bons divisés en autant d'unités de valeur qu'il sera nécessaire. Avec ces titres et ces unités de valeur que chacun aura en portefeuille, il pourra, sans avoir besoin, ni de vendre, ni d'emprunter, ni d'hypothéquer, ni de se dessaisir matériellement de son bien, se procurer ce dont il aura besoin dans la limite de ses facultés et sous le contrôle de la banque officielle.

La monnaie n'aura donc plus de raison d'être comme instrument d'échange puisque les échanges se feront sans elle, au moyen de simples bons ou même de simples mentions sur le grand livre des fortunes ; mais la monnaie ne devra-t-elle pas subsister comme instrument pour mesurer

les valeurs? Car, enfin, les richesses, pour être comptabilisées, et justement parce qu'elles devront être comptabilisées, auront besoin d'être évaluées. Comment fera-t-on cette évaluation? Pour mesurer une longueur, il faut un mètre; pour mesurer la chaleur, il faut un thermomètre; et, pour mesurer la valeur, il faudra bien un valorimètre, et puisqu'on supprime la monnaie qui, jusqu'alors, avait servi à cette évaluation, par quoi la remplacera-t-on? Et qu'est-ce qui servira d'étalon de la valeur? C'est M. Solvay qui nous le dit, il faut, en effet, au comptabilisme, un principe d'évaluation en unités constantes, abstraites et invariables.

« Pour la commodité et pour ne rien changer, M. Solvay propose que cet étalon de la valeur soit le franc. Non pas le franc en or ou en argent que nous avons actuellement, car la valeur de ces deux métaux subit des fluctuations qui, pour être moins sensibles que celles des autres marchandises, n'en sont pas moins très appréciables. Du reste, si les cours de l'or et de l'argent se sont maintenus jusqu'ici, c'est que leur emploi pour la confection des monnaies leur procurait des demandes sans cesse renouvelées; mais la monnaie devant être bientôt supprimée, l'or et l'argent perdraient ce débouché et seraient réduits au simple rôle industriel. Leur valeur tomberait du coup des deux tiers, peut être même des trois quarts. On ne pourrait donc songer à asseoir l'unité comptabiliste sur une base si peu solide et si inconsistante. D'ailleurs, le pourrait-on qu'on ne le voudrait pas. Le comptabilisme veut rompre toute attache avec la monnaie et la supprimer. L'unité comptabiliste sera donc le franc, idéal, immatériel.

Cette mesure sera une pure conception de l'esprit qui, à un moment donné, déterminera cette unité de valeur une fois pour toutes et d'une manière immuable.

Cette unité de compte, une fois inventée et fixée, servi-

rait de base à l'évaluation de toutes les fortunes comme de tous les objets des transactions.

Exprimée en fonction de l'unité comptabiliste, la formule de la valeur de chaque chose serait ainsi posée :

$$v = u \frac{d h}{o}$$

v, c'est la valeur qu'il s'agit de trouver ;

u, c'est l'unité de compte ou le franc comptabiliste ;

d, c'est la demande de la chose, objet du contrat ;

h, c'est le nombre de personnes qui demandent cet objet ;

o, c'est le nombre des quantités offertes de cet objet sur le marché.

C'est en somme l'application pure et simple de la vieille loi de l'offre et de la demande mise en équation.

Tel est, dans ses grandes lignes, le comptabilisme social.

Des trois éléments qui doivent constituer ce système, il en est un (la banque d'Etat unique), auquel l'institution du chèque postal a donné un commencement d'exécution, imparfaite et embryonnaire, mais néanmoins assez bien caractérisée. On peut, en effet, considérer comme une vaste institution officielle de crédit ce rattachement du service des comptes courants et chèques postaux à l'administration des Postes avec ses multiples agences et ses nombreux employés. Cette institution aura pour effet de réduire l'usage de la monnaie, nous l'avons déjà démontré ; mais pourra-t-elle arriver à la supprimer tout-à-fait ? Cela nous semble bien difficile, en présence des seules données économiques actuelles.

Bien difficile, disons-nous, mais non impossible à jamais, car, comme le dit très bien M. Solvay, le passé n'a jamais été une bonne mesure du présent et encore moins de l'ave-

nir, et le progrès a toujours bousculé le *statu quo* en réalisant des idées entrevues et qu'on tenta d'appliquer.

Il me souvient, à ce propos, de m'être fort diverti, il y a quelques années, de la naïveté d'une personne à qui on avait fait accroire que les aveugles pouvaient voir avec des yeux de verre. Je le regrette aujourd'hui en constatant que les gens raisonnables ne sont pas toujours les plus raisonnables. Il y a quelques mois, en effet, une communication de l'Académie des Sciences nous apprenait que des expériences satisfaisantes avaient été faites pour procurer la vue aux aveugles, au moyen d'un appareil ingénieux, qui mettait le nerf optique en rapport avec les objets extérieurs, sans l'intermédiaire de l'œil. Et n'est-il pas plus facile de concevoir le commerce sans monnaie, que la vue sans l'usage des yeux?

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Origine du chèque; son développement à l'étranger, en Angleterre, aux Etats-Unis. Banques de dépôt. Chèques, titres de crédit, billets de banque. L'or, son rôle. Division de l'ouvrage.

1^{re} PARTIE

Chèque de commerce, chèque postal. Inconvénients des paiements en espèces. Immobilisation de l'argent. Usure de la monnaie. Transport onéreux et dangereux de la monnaie. Charge et complication du service de caisse pour chaque particulier. Avantages des dépôts et comptes courants en banque qui remédient à tous les inconvénients précités. Règlements par compensations entre clients d'une même banque, entre clients de banques différentes, entre banques elles-mêmes. Clearing houses en Angleterre, en Amérique, en France. Leur importance, leur rôle, leurs avantages.

Pourquoi le chèque est si peu répandu en France ? Défauts du chèque type français de la loi de 1865. Améliorations récentes. Décrets divers autorisant l'administration à accepter les chèques et à s'en servir pour effectuer ses paiements. Loi du 30 septembre 1911 introduisant en France le chèque barré. Loi du 2 août 1917 édictant des pénalités sévères contre le tireur d'un chèque sans provision préalable. Loi du 7 janvier 1918 créant le chèque postal. Formes du chèque.

2^{me} PARTIE

Le chèque postal, son origine. Ses promoteurs, MM. Chastenot, Amiard, Dupont, Clémentel. Motifs, but du chèque postal. La guerre. Amélioration du service des articles d'argent. Réduction de la circulation fiduciaire et du stock monétaire. Amélioration du marché monétaire et du change.

Economie de la loi du 7 janvier 1918. Son titre. Le décret d'administration publique qui la complète. Distinction du compte courant et du chèque postal d'avec le compte courant et chèque de banque. Nature juridique du compte courant de banque. Son but commercial, les opérations diverses qu'il comporte. Ses risques. Ses avantages. Le compte courant postal, son but, sa raison d'être. Distinction entre le chèque de banque et le chèque postal. Ce dernier n'est ni négociable, ni protestable, ni endossable et n'a presque rien du chèque, sinon une provision antérieurement constituée.

Critique des articles de la loi et du décret du 7 janvier 1918. Création d'un service de chèques postaux rattaché au Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Postes, Téléphones et Télégraphes. Service central. Bureaux régionaux. Rôle des bureaux de Postes et recettes auxiliaires et des facteurs. Formalités pour se faire ouvrir un compte courant postal. Agrément de l'administration. Dépôt de garantie. Opérations, encaissements, virements, paiements, retraits.

Les chèques nominatifs, les chèques d'assignation, les chèques de virement.

Règles générales applicables aux chèques postaux. Règles spéciales à chacun des chèques postaux. Les droits, taxes, redevances diverses. Les chèques bleus, les chèques verts, les chèques rouges. Leur objet spécial.

Responsabilité de l'administration. Ses limites. Exemptions. Prescription. Avis de crédit et de débit. Transfert et clôture de comptes courants. Liste des titulaires de comptes. Saisies-arrêts sur les sommes en compte courant postal. Remboursement des sommes en crédit de comptes courants postaux, en cas de décès des titulaires.

3^{me} PARTIE

Avantages des chèques et comptes courants postaux ; pour le public, pour la Poste, pour le Trésor. Paiements sans numéraire et sans déplacement.

Inconvénients des comptes courants et chèques postaux. Dépôt de garantie trop élevé. Excédent créditeur improductif d'intérêt. Taxes exorbitantes. Projet de loi pour la réduction de ces taxes. Le chèque postal n'est pas un chèque. La loi du 7 janvier 1918 n'a pas prévu les chèques postaux internationaux.

4^{me} PARTIE

Le chèque postal à l'étranger ; en Autriche-Hongrie, en Suisse, en Allemagne, en Belgique, au Japon.

CONCLUSION

Le chèque postal est un succédané du chèque de banque et qui doit servir de véhicule à ce dernier dans les divers pays où il est encore incomplètement connu et pratiqué. Le chèque de banque est-il le dernier stade du progrès en matière monétaire ? Le chèque universalisé et uniformisé nous conduira-t-il au comptabilisme ? Peut-être. Doutes sérieux.

APPENDICE

Le comptabilisme social de Solvay, ses principes, son organisation, son avenir.
